

Le Ministre de la Famille, de la Santé et des Affaires sociales de la Communauté germanophone,

A. ANTONIADIS

Le Président du Collège réuni de la Commission communautaire commune,

R. VERVOORT

Le Membre du Collège réuni, compétent pour la Politique de l'Aide aux Personnes, les Prestations familiales et le Contrôle des films,

P. SMET

Le Membre du Collège réuni, compétente pour la Politique de l'Aide aux Personnes, les Prestations familiales et le Contrôle des films,

C. FREMAULT

De Minister van de Duitstalige Gemeenschap van Gezin, Gezondheid en Sociale Aangelegenheden,

A. ANTONIADIS

De Voorzitter van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie,

R. VERVOORT

Het Lid van het Verenigd College, bevoegd voor het beleid inzake Bijstand aan personen, het Gezinsbeleid en de Filmkeuring,

P. SMET

Het Lid van het Verenigd College, bevoegd voor het beleid inzake Bijstand aan personen, het Gezinsbeleid en de Filmkeuring,

C. FREMAULT

COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2019/13293]

25 AVRIL 2019. — Ordonnance portant des dispositions diverses en matière de santé, d'aide aux personnes et de prestations familiales. — Erratum

Au *Moniteur belge* du 9 mai 2019, n° 101, acte n° 2019/12116, page 44827, dans le titre du texte néerlandais, il y a lieu d'apporter la correction suivante :

"25 APRIL 2019. — Ordonnantie houdende diverse bepalingen betreffende Gezondheid, Bijstand aan Personen en Gezinsbijslag (1)"

GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN BRUSSEL-HOOFDSTAD

[C – 2019/13293]

25 APRIL 2019. — Ordonnantie houdende diverse betalingen betreffende Gezondheid, Bijstand aan Personen en Gezinsbijslag. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* van 9 mei 2019, nr. 101, akte nr. 2019/12116, bladzijde 44827, in de titel van de Nederlandse tekst, moet volgende verbetering aangebracht worden :

"25 APRIL 2019. — Ordonnantie houdende diverse bepalingen betreffende Gezondheid, Bijstand aan Personen en Gezinsbijslag (1)"

COLLEGE DE LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE

[C – 2019/13296]

23 MAI 2019. — Arrêté 2018/2246 du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté 2001/549 du Collège de la Commission communautaire française du 18 octobre 2001 relatif à l'application du décret de la Commission communautaire française du 6 juillet 2001 modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé et de l'aide aux personnes et relatif à la modification de divers arrêtés d'application concernant les secteurs de l'aide aux personnes, de la santé, des personnes handicapées et de l'insertion socioprofessionnelle

Le collège,

Vu le décret de la Commission communautaire française du 6 juillet 2001 modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé et de l'aide aux personnes et relatif à la modification de divers arrêtés d'application concernant les secteurs de l'aide aux personnes, de la santé, des personnes handicapées et de l'insertion socioprofessionnelle;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 18 octobre 2001 relatif à l'application du décret du 6 juillet 2001 de la Commission communautaire française modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé et de l'aide aux personnes et relatif à la modification de divers arrêtés d'application concernant les secteurs de l'aide aux personnes, de la santé, des personnes handicapées et de l'insertion socioprofessionnelle;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du présent arrêté sur la situation respective des hommes et des femmes, requis en vertu de l'article 3, alinéa 1^{er}, 2^o du Décret du 21 juin 2013 portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Commission communautaire française, émis le 23 mai 2019;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact sur la dimension des personnes handicapées, requis en vertu de l'article 4, § 3 du décret du 15 décembre 2016 portant intégration de la dimension du handicap dans les lignes politiques de la Commission communautaire française, émis le 23 mai 2019;

Vu les avis des sections du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé, « Services ambulatoires », « Hébergement », « Personnes handicapées », « Aides et soins à domicile » et « Cohésion sociale » respectivement donnés les 17 janvier 2019, 29 janvier 2019, 9 janvier 2019, 10 janvier 2019 et le 22 janvier 2019;

Vu l'avis du Bureau du Conseil consultatif donné le 28 janvier 2019;

Vu l'avis de l'organe intrafrancophone de concertation donné le 23 janvier 2019;

Vu l'avis du Comité tripartite du secteur de l'insertion socioprofessionnelle donné le 22 janvier 2019;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances donné le 24 octobre 2018 et le 21 mars 2019;

Vu l'accord du Membre du Collège chargée du budget donné le 23 mai 2019;

Vu l'urgence motivée par la nécessité de pouvoir faire entrer en vigueur au 1^{er} janvier 2019 les mesures du protocole d'accord 2018-2019 du 18 juillet 2018 pour les secteurs non-marchand de la Commission communautaire française et de la Commission communautaire commune signé avec les partenaires sociaux au bénéfice des conditions de travail des travailleurs et des associations, et qu'il importe également de prendre en considération la nécessité de donner les garanties aux partenaires sociaux pour l'implémentation des mesures dans les conventions collectives de travail concernées;

"Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 11 avril 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;"

Considérant le protocole d'accord 2018-2019 du 18 juillet 2018 et considérant que le Collège de la Commission communautaire française s'est engagé, dès que les CCT auront été conclues, à assurer le financement des mesures retenues et à prendre toutes les dispositions réglementaires nécessaires à leur mise en œuvre de façon telle que toute création ou toute extension de services prenne en compte les éléments prévus dans lesdits accords;

Sur la proposition de la Présidente du Collège, du Membre du Collège chargé de la Politique d'aide aux personnes handicapées, du Membre du Collège chargé de l'action sociale et de la famille, du Membre du Collège chargé de la formation professionnelle, du Membre du Collège chargé de la santé et du membre du Collège en charge de la Cohésion sociale;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée aux articles 127 et 128 de celle-ci.

Art. 2. Dans l'article 85 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 18 octobre 2001 relatif à l'application du décret du 6 juillet 2001 de la Commission communautaire française modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé et de l'aide aux personnes et relatif à la modification de divers arrêtés d'application concernant les secteurs de l'aide aux personnes, de la santé, des personnes handicapées et de l'insertion socioprofessionnelle, le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Une subvention, calculée en multipliant le nombre d'heures visées au § 1^{er} par un forfait horaire de 29,57 euros indexé est octroyée pour permettre une embauche compensatoire consécutive à la réduction du temps de travail. Au-delà de l'âge légal de la pension, la réduction du temps de travail ne génère plus cette subvention. »

Art. 3. A l'article 113, alinéa 2 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

- a) le montant de 19,83 euros est remplacé par le montant de 29,57 euros;
- b) Les mots « décembre 2000 » sont remplacés par les mots « décembre 2018 ».

Art. 4. Dans le même arrêté, il est inséré un article 113*bis* rédigé comme suit :

« Sauf disposition sectorielle contraire et dans la limite des crédits disponibles, une prime forfaitaire brute indexée de 340 euros est octroyée pour les travailleurs affectés aux missions des décrets de la Commission communautaire française, hors du champ des cadres des secteurs visés par le présent arrêté et pour lesquels une demande d'intervention est explicitement formulée à l'administration. Cette prime à laquelle est appliqué le taux effectif des cotisations patronales, est calculée et liquidée selon les principes suivants :

- a) Le montant de la prime est octroyé pour des prestations effectives ou assimilées;
- b) Pour les travailleurs à temps partiel ou qui n'ont pas travaillé une année civile complète, le montant de la prime est calculé au prorata de leurs prestations précitées sur une période de référence qui s'étend du 1^{er} janvier au 30 septembre de l'année considérée. Chaque mois complet de travail effectif ou assimilé pendant la période de référence, donne droit à un neuvième du montant des primes octroyées. Une prestation mensuelle incomplète est calculée au prorata du nombre de jours prestés du mois. »

Art. 5. Dans le même arrêté, il est inséré un article 113*ter* rédigé comme suit :

« Sauf disposition sectorielle contraire, les asbl agréées dans les secteurs visés par le présent arrêté, informent dans les quinze jours l'administration, de toute modification relative au personnel. Cette information, ainsi que les documents justificatifs, sont transmis par voie électronique selon les modalités fixées par le Collège. »

Art. 6. Dans le même arrêté, l'annexe I NM relative aux barèmes de référence pour les fonctions subventionnées, modifiée par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 23 octobre 2003 et du 30 novembre 2017, est remplacée par l'annexe 1 jointe au présent arrêté.

Art. 7. Dans le même arrêté, l'annexe II NM relative au tableau des échelles barémiques de référence pour les fonctions subventionnées, modifiée par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 10 décembre 2009 et du 30 novembre 2017, est remplacée par l'annexe 2 jointe au présent arrêté.

Art. 8. Dans le même arrêté, l'annexe III NM relative aux fonctions subventionnées par secteurs – diplômes requis et conditions d'accès, modifiée par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 10 décembre 2009 et du 30 novembre 2017, est remplacée par l'annexe 3 jointe au présent arrêté.

Art. 9. Dans le même arrêté, l'annexe V NM relative au calcul de la subvention pour frais de rémunération, charges patronales et autres avantages, modifiée par les arrêtés du Collège de la Commission communautaire française du 10 décembre 2009, du 13 janvier 2011 et 30 novembre 2017, est remplacée par l'annexe 5 jointe au présent arrêté.

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019.

Art. 11. Les Membres du Collège de la Commission communautaire française sont chargés, chacun, pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bruxelles, le 23 mai 2019.

Pour le Collège :

F. LAANAN,

Ministre-Présidente du Collège chargée du Budget, de l'Enseignement, du Transport scolaire,
de l'Accueil de l'Enfance, du Sport et de la Culture.

R. VERVOORT,

Membre du Collège chargé de la Cohésion sociale et du Tourisme

C. JODOGNE,

Membre du Collège chargée de la Fonction publique et de la politique de la Santé

D. GOSUIN,

Membre du Collège chargé de la Formation professionnelle

C. FREMAULT,

Membre du Collège chargée de la Politique d'Aide aux Personnes handicapées, de l'Action sociale,
de la Famille et des Relations internationales

Annexe 1 à l'arrêté 2018/2246 du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté 2001/549 du 18 octobre 2001 du Collège de la Commission communautaire française relatif à l'application du décret du 6 juillet 2001 de la Commission communautaire française modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé et de l'aide aux personnes et relatif à la modification de divers arrêtés d'application concernant les secteurs de l'aide aux personnes, de la santé, des personnes handicapées et de l'insertion socioprofessionnelle.
 Annexe I NM de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 18 octobre 2001 relatif à l'application du décret du 6 juillet 2001 de la Commission communautaire française modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé et de l'aide aux personnes et relatif à la modification de divers arrêtés d'application concernant les secteurs de l'aide aux personnes, de la santé, des personnes handicapées et de l'insertion socioprofessionnelle.

ANNEXE I NM – section a - Barèmes de référence

Annexe I NM - BAREMES DE REFERENCE (base 100)														
Section a. en vigueur au 1er janvier 2001 à l'exception des secteurs repris à la section b.														
année/Etat	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
0	22170,71	21226,91	17661,12	16462,77	15190,79	14673,04	14299,55	14658,25	13434,39	13169,23	25254,82	33642,57	15190,79	16462,77
1	23256,99	22067,41	18193,62	17661,12	16344,59	15812,05	15361,55	15767,68	14496,37	14231,21	25872,70	33642,57	16344,59	17669,33
2	23256,99	22067,41	18193,62	17661,12	16344,59	15812,05	15501,13	15767,68	14635,95	14363,73	26490,77	34967,02	16344,59	17669,33
3	24229,99	22681,65	18726,11	18193,62	16610,86	16078,34	15640,70	16033,97	14775,53	14496,30	27108,84	34967,02	17080,17	18500,09
4	24229,99	22681,65	18726,11	18193,62	16610,86	16078,34	15780,30	16033,97	14915,09	14628,83	27108,84	36291,49	17080,17	18500,09
5	25203,00	23295,89	19341,09	18726,11	16965,84	16433,35	15919,89	16300,27	15054,68	14761,38	28190,43	36291,49	17848,86	19378,83
6	25203,00	23295,89	19341,09	18726,11	16965,84	16433,35	16059,47	16300,27	15194,27	14893,95	28190,43	37615,94	17848,86	19378,83
7	26176,01	23910,13	21884,13	21341,09	19259,35	17143,37	16199,06	16566,55	15333,87	15026,47	29272,03	37615,94	18652,00	20299,44
8	26176,01	23910,13	22246,14	21341,09	19259,35	17143,37	16338,65	16566,55	15473,45	15159,02	29272,03	38940,41	18652,00	20299,44
9	27149,02	24524,38	22789,18	21894,13	19802,42	17853,40	16478,25	16832,85	15613,04	15291,58	30353,82	38940,41	19491,27	21263,60
10	27149,02	24524,38	22789,18	22246,14	20164,42	18208,38	17025,96	16892,50	16160,65	15834,99	30353,82	40264,88	19491,27	21263,60
11	28484,04	25500,64	23332,23	22789,18	20707,45	18829,66	17193,36	17542,85	16328,05	15995,50	31435,23	40264,88	20388,35	22273,89
12	28484,04	25500,64	23332,23	22789,18	20707,45	18829,66	17360,82	17542,85	16495,50	16155,99	31435,23	41589,31	20388,35	22273,89
13	29457,05	26114,91	23875,26	23332,23	21250,52	19455,43	17828,24	17897,85	16662,94	16316,46	32516,82	41589,31	21284,89	23331,63
14	29457,05	26114,91	25745,85	23332,23	21250,52	19455,43	17695,69	17897,85	16830,36	16476,96	32516,82	42913,78	21284,89	23331,63
15	30430,06	26729,16	26288,88	23675,26	21793,54	20089,02	17863,14	18252,83	16997,83	16637,48	33598,42	42913,78	21987,56	24264,93
16	30430,06	26729,16	26831,90	25745,85	21793,54	20089,02	18030,54	18252,83	17165,25	16797,97	33598,42	44238,26	21987,56	24264,93
17	31403,07	27343,39	26831,90	26288,88	22336,59	20722,60	18198,01	18607,83	17332,68	16968,48	34680,00	44238,26	22336,61	25235,55
18	31403,07	27343,39	27374,97	26288,88	22336,59	20722,60	18365,43	18607,83	17500,12	17118,97	34680,00	45562,71	22336,61	25235,55
19	32376,07	27957,61	27128,87	26831,90	22879,64	21356,22	18532,88	18962,84	17667,57	17279,46	35761,62	45562,71	22879,70	26244,92
20	32376,07	27957,61	27918,00	26831,90	22879,64	21356,22	18700,30	18962,84	17835,00	17439,99	35761,62	46887,18	22879,70	26244,92
21	33349,10	28571,89	27918,00	27374,97	23422,68	21989,78	18867,73	19319,63	18002,44	17600,48	36843,20	46887,18	23422,78	27294,72
22	33349,10	28571,89	28461,07	27374,97	23422,68	21989,78	19035,19	19319,63	18169,86	17760,97	36843,20	48211,63	23422,78	27375,10
23	34322,11	29186,14	28461,07	27918,00	23965,73	22623,36	19202,62	19681,65	18337,31	17921,48	37924,80		23965,87	27918,20
24	34322,11	29186,14	29004,11	27918,00	23965,73	22623,36	19373,07	19681,65	18504,75	18081,97			23965,87	27918,20
25	34322,11	29800,38	29004,11	28461,07	24508,78	23256,96	19543,81	20043,64	18672,18	18242,49			24508,96	28461,28
26	34322,11	29800,38	29004,11	28461,07	24508,78	23256,96	19714,59	20043,64	18839,62	18402,95			24508,96	28461,28
27	34322,11	30414,64	29004,11	29004,11	25051,80	23890,53	19885,33	20405,66	19007,05	18563,46			25051,80	29004,11
28	34322,11	30414,64	29004,11	29004,11	25051,80	23890,53	20056,68	20405,66	19174,51	18723,95			25051,80	29004,11
29	34322,11	30414,64	29004,11	29004,11	25051,80	24524,11	20226,89	20767,66	19344,32	18884,46			25051,80	29004,11
30	34322,11	30414,64	29004,11	29004,11	25051,80	24524,11	20226,89	20767,66	19344,32	18884,46			25051,80	29004,11
31	34322,11	30414,64	29004,11	29004,11	25051,80	24524,11	20226,89	21129,70	19344,32	18884,46			25051,80	29004,11

ANNEXE I NM – section b – Montants forfaitaires des Services d'aide à domicile

Montants en € (à l'indice 1,7069) au 1^{er} janvier 2019

	45 ans	46 à 50 ans	50 à 54 ans	55 ans
	38 heures	36 heures	34 heures	32 heures
Aides familiaux et seniors	-	31,12	34,16	36,90
Aides ménagers statut ouvrier	-	28,85	30,55	32,98
Aides ménagers statut employé	-	29,02	30,73	33,18
Personnel administratif	0,91	1,04	1,10	1,17
Responsables de service ou d'équipe	5,58	6,36	6,73	7,15
Sursalaire aides familiaux ou seniors samedi	-	10,89	11,96	12,92
Sursalaire aides familiaux ou seniors dim. J.F & avant 7H et après 18h	-	15,56	17,08	18,45
Sursalaire aides ménagers. Samedi (ouvrier)	-	10,10	10,69	11,54
Sursalaire aides ménagers. Samedi (employé)	-	10,16	10,76	11,61
Sursalaire aides ménagers dim. & J.F. (ouvrier)	-	14,43	15,28	16,49
Sursalaire aides ménagers dim. & J.F. (employé)	-	14,51	15,37	16,59
Sursalaire responsable de service ou d'équipe	2,79	3,18	3,37	3,58

Fonctionnement	0,43
Direction	72460,02

L'ancienneté moyenne prise en compte pour l'établissement des montants forfaitaires repris ci-dessus est la suivante :

- pour les aides familiaux : 12 ans pour les moins de 50 ans, 16 ans pour les 50 à 54 ans, 20 ans pour les 55 ans et plus
- pour les aides ménagers : 11 ans pour les moins de 50 ans, 12 ans pour les 50 à 54 ans, 14 ans pour les 55 ans et plus
- pour les responsables de service ou d'équipe : 13 ans
- pour le personnel administratif : 18 ans

A titre exceptionnel, afin d'assurer la continuité de l'aide aux bénéficiaires, le service peut avoir recours à du personnel intérimaire ou étudiant en vue de pallier les absences de courtes durées du personnel en fonction.

Montants forfaitaires – Étudiants SAD

Montants en € (à l'indice 1,7069) au 1^{er} janvier 2019

Aides familiaux et seniors	21,02
Aides ménagers statut ouvrier	18,02
Sursalaire aides familiaux ou seniors samedi	7,36
Sursalaire aides familiaux ou seniors dim. J.F & avant 7H et après 18h	10,52
Sursalaire aides ménagers. Samedi (ouvrier)	6,30
Sursalaire aides ménagers dim. & J.F. (ouvrier)	9,01

Ces montants sont applicables toute l'année.

Chaque fois que la moyenne des indices quadrimestriels des prix à la consommation de deux mois consécutifs atteints l'un des indices pivots ou est ramené à l'un d'eux, les montants forfaitaires sont calculés en les affectant d'un coefficient 1,02n représentant le rang de l'indice pivot atteint. Les montants sont toujours adaptés au début d'un trimestre.

Vu pour être annexé à l'arrêté 2018/2246 du 23 mai 2019 modifiant l'arrêté du 18 octobre 2001 du Collège de la Commission communautaire française relatif à l'application du décret de la Commission communautaire française du 6 juillet 2001 modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé et de l'aide aux personnes et relatif à la modification de divers arrêtés d'application concernant les secteurs de l'aide aux personnes, de la santé, des personnes handicapées et de l'insertion socioprofessionnelle.

Par le Collège :

Fadila LAANAN

Ministre-Présidente du Collège chargée du Budget, de l'Enseignement, du Transport scolaire, de l'Accueil de l'Enfance, du Sport et de la Culture.

Rudi VERVOORT

Membre du Collège chargé de la Cohésion sociale et du Tourisme.

Cécile JODOGNE

Membre du Collège chargée de la Fonction publique et de la politique de la Santé.

Didier GOSUIN

Membre du Collège chargé de la Formation professionnelle

Céline FREMAULT

Membre du Collège chargée de la Politique d'Aide aux Personnes handicapées, de l'Action sociale, de la Famille et des Relations internationales.

Annexe 2 à l'arrêté 2018/2246 du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté 2001/549 du 18 octobre 2001 du Collège de la Commission communautaire française relatif à l'application du décret du 6 juillet 2001 de la Commission communautaire française modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé et de l'aide aux personnes et relatif à la modification de divers arrêtés d'application concernant les secteurs de l'aide aux personnes, de la santé, des personnes handicapées et de l'insertion socioprofessionnelle.

Annexe II NM de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 18 octobre 2001 relatif à l'application du décret du 6 juillet 2001 de la Commission communautaire française modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé et de l'aide aux personnes et relatif à la modification de divers arrêtés d'application concernant les secteurs de l'aide aux personnes, de la santé, des personnes handicapées et de l'insertion socioprofessionnelle.

Annexe II NM - Tableau des échelles barémiques de référence pour les fonctions subventionnées

FUNCTION	DIPLOME *, QUALIFICATION ou CERTIFICATION PROFESSIONNELLE **	REFERENCE BAREMIQUE NM de la COCOF
Directeur-trice, coordinateur-trice, sous-directeur-trice	Master	1
Psychologue, pédagogue, psychopédagogue, médiateur-trice familial-e, criminologue, sexologue, kinésithérapeute, logopède, juriste, sociologue, anthropologue, accompagnateur-trice (Master), responsable de la formation, philosophe	Master	1
Médecin généraliste	Master en médecine, en médecine générale, en médecine en stage de médecine générale ou en spécialisation en médecine générale	1
Médecin généraliste pour la politique des handicapés	Master en médecine	11
Médecin spécialiste	Master en médecine avec spécialisation ou en 3 ^{ème} , 4 ^{ème} et 5 ^{ème} année de maîtrise en psychiatrie	1
Médecin spécialiste pour la politique des handicapés	Master en médecine avec spécialisation	12
Directeur-trice, coordinateur-trice ou coordinateur-trice pédagogique, sous-directeur-trice et éducateur-trice chef-fe de groupe	ESNU / Bachelier professionnalisant ou assimilé	2
Chef-fe éducateur-trice	ESNU / Bachelier professionnalisant ou assimilé	3
Personnel administratif : économe, comptable, gestionnaire des ressources humaines, assistant-e juridique, secrétaire/assistant-e de direction	ESNU / Bachelier professionnalisant ou assimilé Certification professionnelle de catégorie 1	4
Éducateur-trice classe 1, accompagnateur-trice classe 1, technicien(ne) classe 1, gradué(e) paramédical-e, assistant-e social(e), assistant(e) psychologue, infirmier-e, infirmier-e social-e, infirmière psychiatrique, infirmier(e) en santé communautaire, responsable de la formation, conseiller(e) conjugal(e), médiatrice(e) familial-e, accueillant-e, coordinateur-trice de soins, psychomotriciens-ne, logopède	ESNU / Bachelier professionnalisant ou assimilé Certification professionnelle de catégorie 1	4
Éducateur-trice classe 2, accompagnateur-trice classe 2 et technicien-ne classe 2, infirmier(e) breveté-e	CESS ou assimilé Certification professionnelle de catégorie 2	5
Secrétaire assistant-e administratif-ve ou comptable, accueillant-e	CESS ou assimilé Certification professionnelle de catégorie 2	6
Éducateur-trice classe 3, formateur-trice classe 3 et technicien(e) classe 3, aide familial-e et senior, puéricultrice	6 ^{ème} professionnelle ou certificat de formation aide familial ou assimilé par un certificat d'immatriculation Certification professionnelle de catégorie 2	7
Auxiliaire administratif-ve	CESI ou certificat de l'enseignement secondaire du deuxième degré (CESDD) Certification professionnelle de catégorie 2	9
Éducateur-trice classe 4	CESI ou certificat de l'enseignement secondaire du deuxième degré (CESDD), diplôme de chef d'entreprise (formation professionnelle*) ou assimilé Certification professionnelle de catégorie 2	9
Technicien(e) chef(fe) d'équipe, ouvrier(e), chef(fe) d'équipe	Certificat de qualification Certification professionnelle de catégorie 2	8
Technicien(e) qualifié(e), ouvrier(e) qualifié(e), chauffeur-se	Certificat de qualification Certification professionnelle de catégorie 2	9
Technicien(e), ouvrier(e) et aide ménager(e)	Pas d'exigence particulière	10
Formateur-trice classe 1	ESNU / Bachelier professionnalisant ou assimilé Certification professionnelle de catégorie 1	14
Formateur-trice classe 2	CESS ou assimilé Certification professionnelle de catégorie 2	13
Interprète en langue des signes	Master en traduction- interprétation en LSFB (langue des signes française de Belgique)	1
Interprète en langue des signes, translittérateur-trice ou Vélotypiste	Etre repris sur la liste des interprètes en langue des signes et/ou la liste des interprètes pour tout autre aide à la communication et/ou la liste des translittérateurs ou vélotypistes, établies par un service d'appui à la communication et à l'interprétation pour les personnes sourdes, agréé	4

* Les diplômes établis avant l'application des Accords de Bologne sont toujours pris en considération pour valider uniquement les fonctions subventionnées reprises dans cette annexe. Ainsi, « ESNU » est équivalent au « Bachelier professionnalisant » et « Universitaire ou Licencié » est équivalent au « Master ».

Pour tout diplôme délivré par un autre pays que ceux du Benelux, le titulaire doit introduire une demande d'équivalence auprès d'une des trois instances communautaires (Communauté française, Vlaamse Gemeenschap ou Deutschsprachigen Gemeinschaft) chargées de l'établissement de l'équivalence. Une copie de cette équivalence doit être transmise à l'administration

afin de pouvoir valider la fonction à occuper.

Toutefois, dans un souci de simplification administrative, l'administration valide certaines fonctions relatives à l'exercice des professions des soins de santé (médecin, kinésithérapeute, ergothérapeute, logopède, infirmier) pour lesquelles le titulaire a obtenu du SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement – Service Professions des soins de santé, le visa autorisant l'exercice de la profession en Belgique.

En ce qui concerne les diplômes de psychologue délivrés par un autre pays que la Belgique, l'administration prend en compte l'avis d'approbation de la Commission des Psychologues, mise en place par la loi du 8 novembre 1993 sur la protection du titre de psychologue. Le numéro de reconnaissance du titre de psychologue communiqué par ladite Commission et l'avis d'approbation doivent être transmis à l'administration afin de pouvoir valider la fonction à occuper.

** Certification professionnelle : certification délivrée par un opérateur public de formation professionnelle ou de validation au sens de l'accord de coopération du 26 février 2015 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant la création et la gestion d'un Cadre francophone des certifications, en abrégé « C.F.C. »¹.

Le CFC comporte huit niveaux distincts².

Les certifications sont ici classées en deux catégories, afin d'en faciliter l'usage et la lisibilité.

Certifications professionnelles de catégorie 1

1. Certificat d'apprentissage délivré par l'IFAPME ou le SFPME de Niveau 5 CFC/CEC minimum
2. Diplôme de chef d'entreprise délivré par l'IFAPME ou le SFPME de Niveau 5 CFC/CEC minimum ou dont la condition d'accès est le CESS
3. Diplôme de coordination et d'encadrement délivré par l'IFAPME ou le SFPME de Niveau 5 CFC/CEC minimum ou dont la condition d'accès est le CESS
4. Certificat de compétences acquises en formation (CeCaf) délivré par un opérateur public de formation (Bruxelles Formation, IFAPME, le FOREM ou le SFPME) de Niveau 5 CFC/CEC minimum
5. Titre de compétence délivré par le Consortium de validation des compétences de Niveau 5 CFC/CEC minimum

Certifications professionnelles de catégorie 2

1. Certificat d'apprentissage délivré par l'IFAPME ou le SFPME
2. Diplôme de chef d'entreprise délivré par l'IFAPME ou le SFPME
3. Diplôme de coordination et d'encadrement délivré par l'IFAPME ou le SFPME
4. Certificat de Connaissances de Gestion de base délivré par l'IFAPME ou le SFPME
5. Certificat de compétences acquises en formation (CeCaf) délivré par un opérateur public de formation (Bruxelles Formation, l'IFAPME, Le Forem ou le SFPME)
6. Titre de Compétence délivré par le Consortium de Validation des Compétences

Vu pour être annexé à l'arrêté 2018/2246 du 23 mai 2019 modifiant l'arrêté du 18 octobre 2001 du Collège de la Commission communautaire française relatif à l'application du décret de la Commission communautaire française du 6 juillet 2001 modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé et de l'aide aux personnes et relatif à la modification de divers arrêtés d'application concernant les secteurs de l'aide aux personnes, de la santé, des personnes handicapées et de l'insertion socioprofessionnelle.

Par le Collège :

Fadila LAANAN

Ministre-Présidente du Collège chargée du Budget, de l'Enseignement, du Transport scolaire, de l'Accueil de l'Enfance, du Sport et de la Culture.

Rudi VERVOORT

Membre du Collège chargé de la Cohésion sociale et du Tourisme.

Cécile JODOGNE

Membre du Collège chargée de la Fonction publique et de la politique de la Santé.

Didier GOSUIN

Membre du Collège chargé de la Formation professionnelle

Céline FREMAULT

Membre du Collège chargée de la Politique d'Aide aux Personnes handicapées, de l'Action sociale, de la Famille et des Relations internationales.

¹ Le CFC est un cadre à deux entrées : une pour les certifications d'enseignement, l'autre pour les certifications professionnelles. L'accord de coopération les définit en son article 1 : 9° Certification d'enseignement : certification constituée d'un ensemble cohérent et significatif d'acquis d'apprentissage visant le développement personnel, la poursuite d'études ou de formation, l'accès à la vie professionnelle; 10° Certification professionnelle : certification constituée d'un ensemble cohérent et significatif d'acquis d'apprentissage visant la poursuite de formation, l'insertion ou le maintien sur le marché de l'emploi ou la spécialisation professionnelle.

² L'accord de coopération CFC comporte en son annexe la définition précise des descripteurs permettant de positionner une certification à un des huit niveaux du cadre

Annexe 3 à l'arrêté 2018/2246 du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté 2001/549 du 18 octobre 2001 du Collège de la Commission communautaire française relatif à l'application du décret du 6 juillet 2001 de la Commission communautaire française modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé et de l'aide aux personnes et relatif à la modification de divers arrêtés d'application concernant les secteurs de l'aide aux personnes, de la santé, des personnes handicapées et de l'insertion socioprofessionnelle.

Annexe III NM de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 18 octobre 2001 relatif à l'application du décret du 6 juillet 2001 de la Commission communautaire française modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé et de l'aide aux personnes et relatif à la modification de divers arrêtés d'application concernant les secteurs de l'aide aux personnes, de la santé, des personnes handicapées et de l'insertion socioprofessionnelle.

Annexe III NM - Fonctions subventionnées par secteur - diplômes requis et conditions d'accès

1. Secteur du Planning familial	
Médecin	Master en médecine ou en médecine avec spécialisation ou master en médecine en stage de médecine générale
Psychologue	Master en sciences psychologiques
Assistant-e social-e	Bachelier professionnalisant assistant social ou infirmier social ou infirmier en santé communautaire
Juriste	Master en droit
Assistant-e administratif-ve	CESS Certification professionnelle de catégorie 2
Conseiller-e conjugal-e	Bachelier professionnalisant en conseil conjugal ou CESS et certificat de formation délivré avant juin 1996 par une école de formation
Sexologue	Master en sciences de la famille et de la sexualité Certificat d'université en sexologie clinique 3 ^{ème} cycle
Médiateur-trice familial-e	Master et certificat de formation en médiation familiale Bachelier professionnalisant et certificat de formation en médiation familiale
Assistant-e en psychologie	Bachelier professionnalisant octroyant ce titre
2. Secteur des centres d'action sociale globale	
Coordinateur	Bachelier professionnalisant assistant social
Assistant-e social-e	Bachelier professionnalisant assistant social
Assistant-e administratif-ve	CESS Certification professionnelle de catégorie 2
3. Secteur des maisons d'accueil	
Directeur-trice	Master Bachelier professionnalisant à orientation sociale, psychologique, paramédicale ou pédagogique avec 3 ans d'ancienneté dans le secteur non-marchand
Assistant(e) social(e)	Bachelier professionnalisant assistant social
Infirmier(ère), Assistant(e) en psychologie	Bachelier professionnalisant octroyant ce titre
Educateur-trice classe 1	Bachelier professionnalisant à orientation sociale, psychologique, paramédicale ou pédagogique. Certification professionnelle de catégorie 1 à orientation sociale, psychologique, paramédicale ou pédagogique
Educateur-trice Classe 2	CESS Certification professionnelle de catégorie 2 à orientation sociale, familiale ou sanitaire
Educateur-trice Classe 3	6 ^{ème} année professionnelle à orientation sociale, familiale ou sanitaire ou attestation de capacité d'aide familial ou assimilé pour la délivrance d'un certificat d'immatriculation donnant accès à la fonction d'aide familial ou senior Certification professionnelle de catégorie 2 à orientation sociale, familiale ou sanitaire
Educateur-trice Classe 4	CESI ou certificat de l'enseignement secondaire du deuxième degré (CESDD) ou certificat de qualification Certification professionnelle de catégorie 2
4. Secteur de la Toxicomanie	
Médecin	Master en médecine, Master en médecine générale, Master en médecine avec spécialisation en psychiatrie de l'adulte ou 3 ^e , 4 ^e ou 5 ^e année de maîtrise complémentaire en psychiatrie de l'adulte.
Fonctions de niveau Master	Master en lien avec les missions agréées – lié au barème 1
Fonctions de niveau Bachelier	Bachelier professionnalisant en lien avec les missions agréées – lié au barème 4
Fonctions de niveau CESS	CESS – lié au barème 6 Certification professionnelle de catégorie 2

5. Secteur des services de Santé mentale	
Psychiatre	Master en médecine avec spécialisation en psychiatrie de l'adulte ou en psychiatrie infanto-juvénile ou 3e, 4e ou 5e année de maîtrise complémentaire en psychiatrie de l'adulte ou en psychiatrie infanto-juvénile.
Psychologue	Master en sciences psychologiques
Assistant-e social-e	Bachelier professionnalisant assistant social ou infirmier social
Fonction d'accueil et de secrétariat ou comptable	CESS Certification professionnelle de catégorie 2
Fonctions complémentaires de niveau bachelier	Bachelier professionnalisant assistant en psychologie, logopédie, ergothérapie, en sciences de la motricité (orientation générale), psychomotricité, assistant social et infirmier
Fonctions complémentaires de niveau master	Master en droit, en logopédie, en criminologie, en sociologie et anthropologie, en sciences politiques et sociales, en sciences de la santé publique, en sciences psychologiques, en médecine.

6. Secteur de l'accueil téléphonique	
Directeur-trice	Master ou bachelier professionnalisant à orientation sociale, médicale, paramédicale, psychologique, pédagogique ou en communication
Responsable de la formation	Master ou bachelier professionnalisant à orientation sociale, paramédicale, psychologique, pédagogique ou en communication Certification professionnelle de catégorie 1 à orientation sociale, paramédicale, psychologique, pédagogique ou en communication
Secrétaire	CESS Certification professionnelle de catégorie 2

7. Secteur des maisons médicales	
Accueillant-e	CESS ou bachelier professionnalisant Certification professionnelle de catégorie 2
Fonction de santé communautaire	Master en médecine ou master et bachelier professionnalisant à orientation sociale, paramédicale, psychologique ou pédagogique bachelier professionnalisant en santé communautaire.

8. Secteur des centres de coordination et de soins à domicile	
Coordinateur-trice de soins	Bachelier professionnalisant à orientation sociale, paramédicale ou psychologique.
Assistant-e administratif-ve	CESS Certification professionnelle de catégorie 2
Directeur-trice	Master ou bachelier professionnalisant à orientation paramédicale, pédagogique, psychologique ou sociale

9. Secteur des soins palliatifs et continués	
Fonction de niveau master	Master à orientation médicale, paramédicale, psychologique ou sociale
Fonction de soins infirmiers (catégorie 4 et 5)	Bachelier professionnalisant en soins infirmiers
Fonction de niveau bachelier	Bachelier professionnalisant à orientation paramédicale, pédagogique, psychologique ou sociale
Secrétaire	CESS Certification professionnelle de catégorie 2

10. Secteur Insertion socioprofessionnelle	
Coordinateur-trice pédagogique	Bachelier professionnalisant ou CESS + dix ans d'expérience utile* Certification professionnelle de catégorie 1 ou Certification professionnelle de catégorie 2 + dix ans d'expérience utile*
Formateur-trice classe 1	Bachelier professionnalisant ou CESS + six ans d'expérience utile* Ou CESI + neuf ans d'expérience utile* Ou Certificat de l'enseignement secondaire du deuxième degré (CESDD) + neuf ans d'expérience utile* Ou Certification professionnelle de catégorie 1 ou Certification professionnelle de catégorie 2 + six ans d'expérience utile*
Formateur-trice classe 2	CESS ou assimilé (six ans d'expérience utile*) Certification professionnelle de catégorie 2 ou assimilé (six ans d'expérience utile*)

* Par expérience utile, on entend :

Pour les coordinateurs pédagogiques : avoir assumé durant une période de dix ans des tâches liées à cette fonction (conception et construction de systèmes de formation, développement de dispositifs adaptés aux orientations et objectifs à atteindre, coordination et gestion des actions et projets de formation)

Pour les formateurs : une expérience dans la réalisation de tâches impliquant un niveau de responsabilités suffisant au sein d'une entreprise du secteur professionnel concerné par les formations dispensées.

11. Secteur Centres de jour et Centres d'hébergement	
Directeur-trice	Master à orientation pédagogique, psychologique, sociale, juridique, paramédicale, sociologique, hospitalière, criminologique, économique, familiale et sexologique, gestion des ressources humaines ou assimilé (directeurs universitaires en fonction au 31 décembre 2000); Bachelier à orientation pédagogique, psychologique, sociale paramédicale, économique, juridique, gestion des ressources humaines ou artistique et 3 ans d'ancienneté dans les secteurs relevant du non-marchand ou directeur subsidié au 31 décembre 2000.
Sous-directeur-trice	Master à orientation pédagogique, psychologique, sociale, juridique, paramédicale sociologique, hospitalière, criminologique, économique, familiale et sexologique, gestion des ressources humaines ; Bachelier à orientation pédagogique, psychologique, sociale paramédicale, économique, juridique ou artistique, gestion des ressources humaines ou assimilé (qualifications requises pour les éducateurs classe II et au moins dix ans de fonctions éducatives dans un centre de jour ou un centre d'hébergement).
Médecin généraliste	Master en médecine
Médecin spécialiste	Master en médecine avec spécialisation
Psychologue	Master en sciences psychologiques
Pédagogue et psychopédagogue	Master en sciences de l'éducation
Assistant-e en psychologie	Bachelier professionnalisant octroyant ce titre
Fonctions paramédicales	Master (kinésithérapeute ou logopède), ou bachelier professionnalisant (ergothérapeute, kinésithérapeute, logopède, rééducateur en psychomotricité, audiollogue, orthoptiste).
Assistant-e social-e	Bachelier professionnalisant octroyant ce titre
Infirmier-e gradué-e	Bachelier professionnalisant en soins infirmiers
Infirmier-e en santé communautaire	Bachelier professionnalisant en soins infirmiers spécialisé en santé communautaire et ex-gradué social.
Infirmier-e breveté-e	Brevet d'infirmier ou d'assistant en soins hospitaliers.
Éducateur-trice-chef-fe de groupe	Chef-éducateur ayant au moins une année de service dans cette fonction.
Chef-fe éducateur	Bachelier professionnalisant à orientation pédagogique, psychologique, sociale, paramédicale ou artistique ou assimilé (qualifications requises pour les éducateurs classe II et au moins cinq ans de fonctions éducatives dans un centre de jour ou un centre d'hébergement).
Éducateur-trice classe 1	Bachelier professionnalisant à orientation pédagogique, psychologique, sociale, paramédicale ou artistique (ainsi que les éducateurs classe 1 assimilés et subsidiés à la date du 31 décembre 2000) Certification professionnelle de catégorie 1 à orientation pédagogique, psychologique, sociale, paramédicale ou artistique
Éducateur-trice classe 2	CESS ou assimilé (éducateur classe IIA ou IIB au 31 décembre 2000) Certification professionnelle de catégorie 2 à orientation sociale, familiale ou sanitaire
Éducateur-trice classe 3	6ème année professionnelle à orientation sociale, familiale ou sanitaire ou attestation de capacité d'aide familiale ou assimilé pour la délivrance d'un certificat d'immatriculation donnant accès à la fonction d'aide familial ou senior Certification professionnelle de catégorie 2 à orientation sociale, familiale ou sanitaire
Éducateur-trice classe 4	CESI ou certificat de l'enseignement secondaire du deuxième degré (CESDD) Certification professionnelle de catégorie 2
Secrétaire/Assistant-e de direction	Bachelier professionnalisant octroyant ce titre Certification professionnelle de catégorie 1 octroyant ce titre

Comptable	Bachelier professionnalisant à orientation économique ou comptable ou diplômé de la Chambre belge des Comptables ou diplôme spécialisé en gestion des services et institutions du secteur non marchand ou assimilé (comptable 1ère classe au 31 décembre 2000). Certification professionnelle de catégorie 1 à orientation économique ou comptable
Gestionnaire des ressources humaines	Bachelier professionnalisant en ressources humaines Certification professionnelle de catégorie 1 en ressources humaines
Assistant-e juridique	Bachelier professionnalisant à orientation juridique Certification professionnelle de catégorie 1 à orientation juridique
Assistant-e comptable	CESS à orientation économique. Certification professionnelle de catégorie 2 à orientation économique
Assistant-e administratif-ve	CESS ou assimilé (rédacteur ou économiste au 31 décembre 2000). Certification professionnelle de catégorie 2
Auxiliaire administratif-ve	CESI ou certificat de l'enseignement secondaire du deuxième degré (CESDD).
Technicien-ne classe 1	Bachelier professionnalisant à orientation électronique ou informatique. Certification professionnelle de catégorie 1 à orientation électronique ou informatique.
Technicien-ne classe 2	CESS à orientation électronique ou informatique ou assimilé (formation Braille). Certification professionnelle de catégorie 2 à orientation électronique ou informatique.
Technicien-ne classe 3	6ème année professionnelle à orientation technique. Certification professionnelle de catégorie 2 à orientation technique
Technicien-ne chef-fe d'équipe	Technicien qualifié ayant la responsabilité d'une équipe de techniciens.
Technicien-ne qualifié(e)	Certificat de qualification Certification professionnelle de catégorie 2
Technicien-ne	Pas d'exigence particulière

12. Secteur services d'accompagnement

Directeur-trice	Master à orientation pédagogique, psychologique, sociale, juridique, paramédicale, sociologique, hospitalière, criminologique, économique, familiale et sexologique ou gestion des ressources humaines ; Bachelier professionnalisant à orientation pédagogique, psychologique, sociale, paramédicale, économique ou juridique, gestion des ressources humaines ou artistique et 3 ans d'ancienneté dans les secteurs relevant du non-marchand.
Accompagnateur-trice (Master)	Master à orientation pédagogique, psychologique, sociale, juridique, paramédicale, sociologique, hospitalière, criminologique, familiale et sexologique, sciences de la santé publique, travail social.
Accompagnateur-trice classe 1	Bachelier professionnalisant à orientation pédagogique, psychologique, sociale, paramédicale ou artistique. Certification professionnelle de catégorie 1 à orientation pédagogique, psychologique, sociale, paramédicale ou artistique.
Accompagnateur-trice classe 2	CESS Certification professionnelle de catégorie 2
Puéricultrice	Brevet de puéricultrice ou réussite d'une 6e année professionnelle à orientation sociale, familiale ou sanitaire.
Secrétaire/Assistant-e de direction	Bachelier professionnalisant octroyant ce titre. Certification professionnelle de catégorie 1 octroyant ce titre
Comptable	Bachelier professionnalisant à orientation économique ou comptable ou diplômé de la Chambre belge des Comptables ou diplômé spécialisé en gestion des services et institutions du secteur non marchand. Certification professionnelle de catégorie 1 à orientation économique ou comptable
Assistant-e administratif(e)	CESS. Certification professionnelle de catégorie 2
Technicien-ne qualifié(e)	Certificat de qualification Certification professionnelle de catégorie 2
Technicien(e)	Pas d'exigence particulière.

Interprète en langue des signes	Master en traduction-interprétation en LSBF ; être repris sur la liste des interprètes en langue des signes établie par un service d'appui à la communication et à l'interprétation pour les personnes sourdes, agréé.
Translittérateur-trice	Etre repris sur la liste des translittérateurs établie par un service d'appui à la communication et à l'interprétation pour les personnes sourdes, agréé.

13. Secteur des Services d'aide à la communication et à l'interprétation pour sourds

Directeur-trice	Master ou bachelier professionnalisant.
Assistant-e administratif-ve	CESS. Certification professionnelle de catégorie 2
Technicien-ne qualifié(e)	Certificat de qualification Certification professionnelle de catégorie 2
Technicien(e)	Pas d'exigence particulière.
Interprète en langue des signes	Master en traduction-interprétation en LSBF ; être repris sur la liste des interprètes en langue des signes et/ou la liste des interprètes pour tout autre aide à la communication, établies par un service d'appui à la communication et à l'interprétation pour les personnes sourdes, agréé.
Translittérateur-trice, vélotypiste	Etre repris sur la liste des translittérateurs et vélotypiste établie par un service d'appui à la communication et à l'interprétation pour les personnes sourdes, agréé.

14. Secteur des Services de médiation de dettes

Assistant-e social-e	Bachelier professionnalisant octroyant ce titre et formation spécialisée ou expérience professionnelle en médiation de dettes.
Juriste	Master en droit et formation spécialisée ou expérience professionnelle en médiation de dettes.

15. Secteur des services d'accueil familial

Directeur-trice	Master à orientation pédagogique, psychologique, sociale, juridique, paramédicale, sociologique, hospitalière, criminologique, économique, familiale et sexologique ou gestion des ressources humaines ; Bachelier professionnalisant à orientation pédagogique, psychologique, sociale, paramédicale, économique ou juridique, gestion des ressources humaines ou artistique et 3 ans d'ancienneté dans les secteurs relevant du non-marchand.
Accompagnateur-trice (Master)	Master à orientation pédagogique, psychologique, sociale, juridique, paramédicale, sociologique, hospitalière, criminologique, familiale et sexologique, sciences de la santé publique, travail social.
Accompagnateur-trice classe 1	Bachelier professionnalisant à orientation pédagogique, psychologique, sociale, paramédicale ou artistique. Certification professionnelle de catégorie 1 à orientation pédagogique, psychologique, sociale, paramédicale ou artistique.
Accompagnateur-trice classe 2	CESS Certification professionnelle de catégorie 2
Psychologue	Master en sciences psychologiques
Pédagogue ou Psychopédagogue	Master en sciences de l'éducation
Infirmier-e en santé communautaire	Bachelier professionnalisant en soins infirmiers spécialisé en santé communautaire et ex-gradué social
Puéricultrice	Brevet de puéricultrice ou réussite d'une 6e année professionnelle à orientation sociale, familiale ou sanitaire.
Assistant-e en psychologie	Bachelier professionnalisant octroyant ce titre.
Assistant-e social	Bachelier professionnalisant octroyant ce titre.
Médecin spécialiste	Master en médecine avec spécialisation.
Secrétaire/Assistant-e de direction	Bachelier professionnalisant octroyant ce titre. Certification professionnelle de catégorie 1 octroyant ce titre
Comptable	Bachelier professionnalisant à orientation économique ou comptable ou diplômé de la Chambre belge des Comptables ou diplômé spécialisé en gestion des services et institutions du secteur non marchand. Certification professionnelle de catégorie 1 à orientation économique ou comptable
Assistant-e administratif(e)	CESS. Certification professionnelle de catégorie 2
Technicien-ne qualifié(e)	Certificat de qualification Certification professionnelle de catégorie 2
Technicien(e)	Pas d'exigence particulière.

Interprète en langue des signes	Master en traduction-interprétation en LSFB ; être repris sur la liste des interprètes en langue des signes et/ou la liste des interprètes pour tout autre aide à la communication, établies par un service d'appui à la communication et à l'interprétation pour les personnes sourdes, agréé.
Translittérateur-trice	Etre repris sur la liste des interprètes en langue des signes et/ou la liste des interprètes pour tout autre aide à la communication, établies par un service d'appui à la communication et à l'interprétation pour les personnes sourdes, agréé.

16. Secteur des services de loisirs inclusifs

Accompagnateur-trice (Master)	Master à orientation pédagogique, psychologique, sociale, juridique, paramédicale, sociologique, hospitalière, criminologique, familiale et sexologique, sciences de la santé publique, travail social.
Accompagnateur-trice classe 1	Bachelier professionnalisant à orientation pédagogique, psychologique, sociale, paramédicale ou artistique. Certification professionnelle de catégorie 1 à orientation pédagogique, psychologique, sociale, paramédicale ou artistique
Accompagnateur-trice classe 2	CESS Certification professionnelle de catégorie 2

17. Secteur des services de soutien aux activités d'utilité sociale

Directeur-trice	Master à orientation pédagogique, psychologique, sociale, juridique, paramédicale, sociologique, hospitalière, criminologique, économique, familiale et sexologique ou gestion des ressources humaines ; Bachelier professionnalisant à orientation pédagogique, psychologique, sociale, paramédicale, économique ou juridique, gestion des ressources humaines ou artistique et 3 ans d'ancienneté dans les secteurs relevant du non-marchand.
Accompagnateur-trice (Master)	Master à orientation pédagogique, psychologique, sociale, juridique, paramédicale, sociologique, hospitalière, criminologique, familiale et sexologique, sciences de la santé publique, travail social.
Accompagnateur-trice classe 1	Bachelier professionnalisant à orientation pédagogique, psychologique, sociale, paramédicale ou artistique. Certification professionnelle de catégorie 1 à orientation pédagogique, psychologique, sociale, paramédicale ou artistique.
Accompagnateur-trice classe 2	CESS Certification professionnelle de catégorie 2

18. Secteur des services « PACT »

Directeur-trice	Master à orientation pédagogique, psychologique, sociale, juridique, paramédicale, sociologique, hospitalière, criminologique, économique, familiale et sexologique, gestion des ressources humaines ou assimilé (directeurs universitaires en fonction au 31 décembre 2000); Bachelier à orientation pédagogique, psychologique, sociale paramédicale, économique, juridique, gestion des ressources humaines ou artistique et 3 ans d'ancienneté dans les secteurs relevant du non-marchand ou directeur subsidie au 31 décembre 2000.
Fonctions paramédicales	Master (kinésithérapeute ou logopède), ou bachelier professionnalisant (ergothérapeute, kinésithérapeute, logopède, rééducateur en psychomotricité, audiollogue, orthoptiste).
Éducateur-trice classe 1	Bachelier professionnalisant à orientation pédagogique, psychologique, sociale, paramédicale ou artistique (ainsi que les éducateurs classe 1 assimilés et subsidiés à la date du 31 décembre 2000) Certification professionnelle de catégorie 1 à orientation pédagogique, psychologique, sociale, paramédicale ou artistique.
Éducateur-trice classe 2	CESS ou assimilé (éducateur classe IIA ou IIB au 31 décembre 2000). Certification professionnelle de catégorie 2 à orientation sociale, familiale ou sanitaire

Éducatrice-trice classe 3	6ème année professionnelle à orientation sociale, familiale ou sanitaire ou attestation de capacité d'aide familiale ou assimilé pour la délivrance d'un certificat d'immatriculation donnant accès à la fonction d'aide familial ou senior Certification professionnelle de catégorie 2 à orientation sociale, familiale ou sanitaire
Secrétaire/Assistant-e de direction	Bachelier professionnalisant octroyant ce titre Certification professionnelle de catégorie 1 octroyant ce titre
Comptable	Bachelier professionnalisant à orientation économique ou comptable ou diplômé de la Chambre belge des Comptables ou diplôme spécialisé en gestion des services et institutions du secteur non marchand ou assimilé (comptable 1ère classe au 31 décembre 2000). Certification professionnelle de catégorie 1 à orientation économique ou comptable
Assistant-e administratif-ve	CESS ou assimilé (rédacteur ou économiste au 31 décembre 2000). Certification professionnelle de catégorie 2
Technicien-ne classe 1	Bachelier professionnalisant à orientation électronique ou informatique. Certification professionnelle de catégorie 1 à orientation électronique ou informatique.
Technicien-ne classe 2	CESS à orientation électronique ou informatique ou assimilé (formation Braille). Certification professionnelle de catégorie 2 à orientation électronique ou informatique
Technicien-ne classe 3	6ème année professionnelle à orientation technique. Certification professionnelle de catégorie 2

19. Secteur des services d'appui à la formation professionnelle

Accompagnateur-trice (Master)	Master à orientation pédagogique, psychologique, sociale, juridique, paramédicale, sociologique, hospitalière, criminologique, familiale et sexologique, sciences de la santé publique, travail social.
Accompagnateur-trice classe 1	Bachelier professionnalisant à orientation pédagogique, psychologique, sociale, paramédicale ou artistique. Certification professionnelle de catégorie 1 à orientation pédagogique, psychologique, sociale, paramédicale ou artistique.
Accompagnateur-trice classe 2	CESS Certification professionnelle de catégorie 2
Interprète en langues des signes	Master en traduction-interprétation en LSBF ; être repris sur la liste des interprètes en langue des signes établie par un service d'appui à la communication et à l'interprétation pour les personnes sourdes, agréé.
Translittérateur-trice	Être repris sur la liste des translittérateurs, établie par un service d'appui à la communication et à l'interprétation pour les personnes sourdes, agréé.

Pour le **secteur des Projets particuliers agréés**, les fonctions sont déterminées par l'arrêté d'agrément en référence aux fonctions existantes par ailleurs dans les secteurs de l'aide aux personnes handicapées, dans le respect des exigences de qualification correspondantes.

Vu pour être annexé à l'arrêté 2018/2246 du 23 mai 2019 modifiant l'arrêté du 18 octobre 2001 du Collège de la Commission communautaire française relatif à l'application du décret de la Commission communautaire française du 6 juillet 2001 modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé et de l'aide aux personnes et relatif à la modification de divers arrêtés d'application concernant les secteurs de l'aide aux personnes, de la santé, des personnes handicapées et de l'insertion socioprofessionnelle.

Par le Collège :

Fadila LAANAN

Ministre-Présidente du Collège chargée du Budget, de l'Enseignement, du Transport scolaire, de l'Accueil de l'Enfance, du Sport et de la Culture.

Rudi VERVOORT

Membre du Collège chargé de la Cohésion sociale et du Tourisme.

Cécile JODOGNE

Membre du Collège chargée de la Fonction publique et de la politique de la Santé.

Didier GOSUIN

Membre du Collège chargé de la Formation professionnelle

Céline FREMAULT

Membre du Collège chargée de la Politique d'Aide aux Personnes handicapées, de l'Action sociale, de la Famille et des Relations internationales.

Annexe 5 à l'arrêté 2018/2246 du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté 2001/549 du 18 octobre 2001 du Collège de la Commission communautaire française relatif à l'application du décret du 6 juillet 2001 de la Commission communautaire française modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé et de l'aide aux personnes et relatif à la modification de divers arrêtés d'application concernant les secteurs de l'aide aux personnes, de la santé, des personnes handicapées et de l'insertion socioprofessionnelle.
Annexe V NM de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 18 octobre 2001 relatif à l'application du décret du 6 juillet 2001 de la Commission communautaire française modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé et de l'aide aux personnes et relatif à la modification de divers arrêtés d'application concernant les secteurs de l'aide aux personnes, de la santé, des personnes handicapées et de l'insertion socioprofessionnelle.

Annexe V NM - Calcul de la subvention pour frais de rémunération, charges patronales et autres avantages pour les activités agréées

La subvention individuelle pour frais de rémunération, charges patronales et autres avantages est composée des éléments suivants :

1. Rémunération barémique brute

Cette rémunération barémique brute s'obtient en multipliant le montant obtenu dans l'échelle correspondant à la fonction subventionnée et à l'ancienneté reconnue, par un coefficient égal à l'index en cours et multiplié par le temps de travail en ETP.

2. Prime de fin d'année

a) Le montant de la prime de fin d'année se compose de quatre parties forfaitaires majorées d'une partie variable :

-1°- D'une part une prime annuelle non indexée de 161,40 euros est attribuée, sauf disposition sectorielle contraire.

-2°- D'autre part, un montant forfaitaire non indexé de 49 euros dit « primes exceptionnelle » est octroyé. Ce montant est de 64 euros pour les travailleurs subventionnés dans les services d'aide à domicile.

Le montant global de ces deux premières parties est de 210,40 euros, et de 225,40 euros pour les travailleurs subventionnés dans les services d'aide à domicile.

-3°- D'autre part, une partie forfaitaire dite « prime », calculée en majorant la partie forfaitaire de l'année précédente d'un pourcentage variant en fonction de l'évolution de l'indice santé. Ce pourcentage est obtenu en divisant l'indice du mois d'octobre de l'année considérée par l'indice du mois d'octobre de l'année précédente. Ce pourcentage et le montant obtenu sont calculés à 4 décimales. Cette partie forfaitaire s'élève à 340 euros pour l'année 2019.

-4°- D'autre part une partie forfaitaire, calculée en majorant la partie forfaitaire de l'année précédente d'un pourcentage variant en fonction de l'évolution de l'indice santé. Ce pourcentage est obtenu en divisant l'indice du mois d'octobre de l'année considérée par l'indice du mois d'octobre de l'année précédente. Ce pourcentage et le montant obtenu sont calculés à 4 décimales. Cette partie forfaitaire s'élève à 278,73 euros pour l'année 2000.

-5°- La partie variable s'élève à 2,5 % de la rémunération annuelle brute indexée du travailleur. Par rémunération annuelle brute indexée on entend : le produit de la multiplication, par 12, de la rémunération brute indexée due au travailleur concerné pour le mois d'octobre de l'année considérée, le cas échéant y compris l'allocation de foyer ou de résidence, mais à l'exclusion de toutes autres primes, suppléments ou indemnités.

b) Le montant global de la prime de fin d'année est octroyé pour des prestations effectives ou assimilées.

c) Pour les travailleurs à temps partiel ou qui n'ont pas travaillé une année civile complète, le montant de la prime est calculé au prorata de leurs prestations sur une période de référence qui s'étend du 1er janvier au 30 septembre de l'année considérée. Chaque mois complet de travail effectif ou assimilé pendant la période de référence donne droit à un neuvième du montant des primes octroyées. Une prestation mensuelle incomplète est calculée au prorata du nombre de jours prestés du mois.

3. Intervention dans les frais de transports domicile/travail

Sauf disposition sectorielle contraire, l'intervention est déterminée au prorata des activités subventionnées sur la base du montant calculé conformément aux dispositions légales en vigueur dans le secteur privé, à concurrence maximale des limites fixées par la CCT 19octies du 20 février 2009. A partir du 1er juillet 2019, ces limites sont fixées par la CCT 19/9 du 23 avril 2019 remplaçant la CCT 19octies du 20 février 2009.

4. Pécule de vacances

Le pécule est calculé au prorata des activités subventionnées conformément aux dispositions légales en vigueur dans le secteur

privé.

5. Cotisation patronale de sécurité sociale

Celle-ci est calculée au prorata des activités subventionnées conformément aux dispositions légales en vigueur dans le secteur privé.

6. Assurance loi

Sauf disposition sectorielle contraire, les frais pris en considération au prorata des activités subventionnées sont la partie légale du montant de l'organisme assureur au prorata de la masse salariale de l'équipe subventionnée par la Commission communautaire française.

7. Médecine du travail

Sauf disposition sectorielle contraire, le montant pris en considération est celui calculé sur la base des justificatifs fournis par le service, au prorata du nombre des travailleurs affectés aux activités subventionnées.

8. Vêtements de travail

Cette intervention est octroyée dans les secteurs où elle est imposée par des dispositions légales et conformément à celles-ci.

9. Allocation de foyer-résidence

Une allocation de foyer-résidence est octroyée aux travailleurs dont la rémunération annuelle brute n'excède pas 15.841,63 euros (base 100). Son montant est fixé à 719,89 euros (base 100).

Une allocation de foyer-résidence est octroyée aux travailleurs dont la rémunération annuelle brute n'excède pas 18.060,43 euros (base 100). Son montant est fixé à 359,94 euros (base 100).

Ces montants sont réduits au prorata du temps de travail réellement subventionné.

Le passage d'une allocation à l'autre et la disparition de l'allocation ne peuvent entraîner une diminution de la rémunération annuelle brute du travailleur. S'il échet, la différence est attribuée sous forme d'une allocation partielle.

10. Pécule de sortie

C'est le pécule de vacances (simple et double) dû au travailleur selon les dispositions légales en vigueur. Il est plafonné à 15,34% de la rémunération subventionnée de l'année précédente et de l'année en cours. Il est calculé et liquidé sur la base des prestations subventionnées justifiées par l'employeur.

Les indemnités de préavis ne sont prises en considération pour le calcul de la subvention que pour les préavis prestés. Les indemnités de rupture ne sont pas prises en compte pour le calcul de la subvention.

11. Suppléments pour prestations irrégulières

a) secteur des maisons d'accueil

- en ce qui concerne le personnel éducatif ou social :

1° un supplément de salaire de 26 % calculé sur base de la rémunération horaire est octroyé pour les prestations effectuées le samedi de 6 h à 20 h.

2° Un supplément de salaire de 56 % calculé sur base de la rémunération horaire est octroyé pour les prestations effectuées le dimanche ou les jours fériés légaux de 0h à 24 h.

3° Un supplément de salaire de 35 % calculé sur base de la rémunération horaire est octroyé pour les prestations effectuées la nuit entre 20 h et 6 h.

4° Les gardes appelables du personnel de direction ou d'encadrement sont rémunérées à raison de 3,72 euros par heure, avec un maximum de 40,90 euros (base 100) par 24 heures. Les subventions pour gardes appelables ne sont pas cumulables pour une même période avec les suppléments de salaire, pour prestations de nuit, de week-end et jours fériés du personnel visé aux points 1° à 3°.

Elles sont limitées à une personne par maison et par 24 heures.

- en ce qui concerne le personnel ne faisant pas partie du cadre agréé :

5° les suppléments de salaire du personnel ne faisant pas partie du cadre agréé mais indispensable au fonctionnement de la maison et justifié dans le projet collectif, sont pris en considération pour le calcul des subventions pour frais de rémunération, suivant les dispositions prévues aux points 1° et 2°.

b) secteurs des centres de jour et d'hébergement pour personnes handicapées et des services d'accompagnement

- en ce qui concerne le personnel éducatif, social, paramédical ou technicien :

Les points 1°, 2° et 3° du a) sont d'application.

Une indemnité de séjour fixée à 24,79 euros non indexée est octroyée pour chaque période de présence de 24 h par jour dans le centre de vacances avec un maximum de 30 jours par an, à l'exception du premier jour et du dernier jour de séjour. Cette indemnité est octroyée aux membres du personnel qui accompagnent les bénéficiaires durant les séjours extérieurs organisés par le centre.

12. Charges patronales et autres avantages des médecins, médecins psychiatres et pédopsychiatres dans les secteurs de la santé mentale et la toxicomanie

Les charges patronales et autres avantages pris en considération sont liés au barème 1A pour les médecins et au barème 1B pour les psychiatres (voir tableau ci-dessous) :

BAREMES DE REFERENCE (base 100) - pour les médecins, médecins psychiatres et pédopsychiatres dans les secteurs de la Santé mentale et la toxicomanie		
	1A	1B
0	27.148,83	35.837,92
1	27.782,39	35.837,92
2	27.782,39	37.195,61
3	28.891,17	37.195,61
4	28.891,17	38.553,29
5	29.999,93	38.553,29
6	29.999,93	39.910,96
7	31.108,68	39.910,96
8	31.108,68	41.268,67
9	32.217,43	41.268,67
10	32.217,43	42.626,33
11	33.326,21	42.626,33
12	33.326,21	43.984,05
13	34.434,94	43.984,05
14	34.434,94	45.341,71
15	35.543,72	45.341,71
16	35.543,72	46.699,42
17	36.652,50	46.699,42
18	36.652,50	48.057,11
19	37.761,22	48.057,11
20	37.761,22	49.414,80
21	38.870,00	49.414,80
22	38.870,00	50.772,49
23	39.978,76	50.772,49
24	39.978,76	50.772,49
25	39.978,76	50.772,49
26	39.978,76	50.772,49
27	39.978,76	50.772,49
28	39.978,76	50.772,49
29	39.978,76	50.772,49
30	39.978,76	50.772,49
31	39.978,76	50.772,49

13. Jours de congé supplémentaires

Quatre jours de congé supplémentaires en complément des 20 jours de congés légaux (régime 5 jours) sont accordés chaque année aux travailleurs. Aux travailleurs engagés en cours d'année, il est octroyé un jour de congé par trimestre entier presté ou assimilé. Pour les travailleurs à temps partiel, la durée de ce congé est calculée au prorata de la durée de leurs prestations de travail.

Pour les travailleurs engagés avant le 1er janvier 2011, les jours de congés excédant cette mesure et prévus par une convention collective de travail d'entreprise ou un règlement de travail tels qu'ils étaient en vigueur le 1er janvier 2001, sont pris en compte dans

la subvention pour rémunération.

Si l'institution ne ferme pas le jour de la Fête de la Communauté française (27 septembre), le travailleur a droit à un jour de congé à prendre en accord avec l'employeur, en plus des quatre jours de congé supplémentaires visés à l'alinéa 1^{er}.

Vu pour être annexé à l'arrêté 2018/2246 du 23 mai 2019 modifiant l'arrêté du 18 octobre 2001 du Collège de la Commission communautaire française relatif à l'application du décret de la Commission communautaire française du 6 juillet 2001 modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé et de l'aide aux personnes et relatif à la modification de divers arrêtés d'application concernant les secteurs de l'aide aux personnes, de la santé, des personnes handicapées et de l'insertion socioprofessionnelle.

Par le Collège :

Fadila LAANAN

Ministre-Présidente du Collège chargée du Budget, de l'Enseignement, du Transport scolaire, de l'Accueil de l'Enfance, du Sport et de la Culture.

Rudi VERVOORT

Membre du Collège chargé de la Cohésion sociale et du Tourisme.

Cécile JODOGNE

Membre du Collège chargée de la Fonction publique et de la politique de la Santé.

Didier GOSUIN

Membre du Collège chargé de la Formation professionnelle

Céline FREMAULT

Membre du Collège chargée de la Politique d'Aide aux Personnes handicapées, de l'Action sociale, de la Famille et des Relations internationales.

VERTALING

COLLEGE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE

[C – 2019/13296]

23 MEI 2019. — Besluit 2018/2246 van het college van de franse gemeenschapscommissie houdende wijziging van het besluit 2001/549 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 oktober 2001 betreffende de toepassing van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 6 juli 2001 tot wijziging van diverse wetten betreffende de subsidies toegekend in de gezondheids- en welzijnssector en betreffende de wijziging van diverse toepassingsbesluiten betreffende de welzijns-, de gezondheids- en de gehandicaptensector en de sector van de socio-professionele inschakeling

Het college,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 6 juli 2001 houdende wijziging van diverse wetten betreffende de subsidies toegekend in de gezondheids- en de welzijnssector en betreffende de wijziging van diverse toepassingsbesluiten betreffende de welzijns-, de gezondheids- en de gehandicaptensector en de sector van de socio-professionele inschakeling;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 oktober 2001 betreffende de toepassing van het decreet van 6 juli 2001 van de Franse Gemeenschapscommissie houdende wijziging van diverse wetten betreffende de subsidies toegekend in de gezondheids- en de welzijnssector en betreffende de wijziging van diverse toepassingsbesluiten betreffende de welzijns-, de gezondheids- en de gehandicaptensector en de sector van de socio-professionele inschakeling;

Gelet op het evaluatieverslag over de impact van dit besluit op de respectieve situaties van mannen en vrouwen, vereist krachtens artikel 3, lid 1, 2° van het Decreet van 21 juni 2013 houdende de integratie van het genderspect in de beleidslijnen van de Franse Gemeenschapscommissie, uitgebracht op 23 mei 2019;

Gelet op het evaluatieverslag over de impact van dit besluit op de dimensie van personen met een handicap, vereist krachtens artikel 4, § 3 van het decreet van 15 december 2016 houdende de integratie van de dimensie handicap in de beleidslijnen van de Franse Gemeenschapscommissie, uitgebracht op 23 mei 2019 ;

Gelet op de adviezen van de afdelingen "Ambulante diensten", "Opvang", "Personen met een handicap", "Thuishulp en -verpleging" en "Sociale cohesie" van de Franstalige Brusselse Adviesraad voor bijstand aan Personen en Gezondheid, respectievelijk uitgebracht op 17 januari 2019, 29 januari 2019, 10 januari 2019 en 22 januari 2019;

Gelet op het advies van het Bureau van de Adviesraad, uitgebracht op 28 januari 2019;

Gelet op het advies van het intra-Franstalig Overlegorgaan, uitgebracht op 23 januari 2019;

Gelet op het advies van het tripartiet Comité van de sector van de socio-professionele inschakeling, uitgebracht op 22 januari 2019;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, uitgebracht 24 oktober 2018 en op 21 maart 2019;

Gelet op de akkoordbevinding van het Collegelid dat bevoegd is voor de Begroting, gegeven op 23 mei 2019;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid omwille van de noodzaak om de maatregelen van het protocolakkoord 2018-2019 van 18 juli 2018 voor de non-profitsectoren van de Franse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, ondertekend met de sociale partners in het belang van de arbeidsomstandigheden van de werknemers en de verenigingen, in werking te kunnen laten treden op 1 januari 2019, en dat het tevens belangrijk is om rekening te houden met de noodzaak om de sociale partners garanties te verschaffen betreffende de implementering van de maatregelen in de betrokken collectieve arbeidsovereenkomsten;

"Gelet op de adviesaanvraag binnen de 30 dagen, die op 11 april bij de Raad van State is ingediend, in toepassing van artikel 84, § 1, lid 1, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het advies niet is meegedeeld binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, lid 2, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;"

Overwegende het protocolakkoord 2019-2019 van 18 juli 2018 en overwegende dat het College van de Franse Gemeenschapscommissie zich ertoe heeft verbonden, van zodra de CAO's ondertekend zijn, de financiering van de weerhouden maatregelen te verzekeren en alle reglementaire bepalingen te nemen die nodig zijn voor de uitvoering ervan op zodanige wijze dat telkens bij het creëren of uitbreiden van diensten rekening wordt gehouden met de elementen waarin die overeenkomsten voorzien;

Op voorstel van de Voorzitter van het College, van het Collegelid bevoegd voor het Beleid inzake bijstand aan Personen met een Handicap, van het Collegelid bevoegd voor Sociale Actie en het Gezin, van het Collegelid bevoegd voor Beroepsopleiding, van het Collegelid bevoegd voor het Gezondheidsbeleid en van het Collegelid bevoegd voor de sociale Cohesie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, krachtens het artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in de artikelen 127 en 128 van de Grondwet.

Art. 2. In artikel 85 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 oktober 2001 betreffende de toepassing van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 6 juli 2001 tot wijziging van diverse wetten betreffende de subsidies toegekend in de gezondheids- en welzijnssector en betreffende de wijziging van diverse toepassingsbesluiten betreffende de welzijns-, de gezondheids- en de handicaptensector en de sector van de socio-professionele inschakeling, wordt lid 2 vervangen door hetgeen volgt :

“§ 2 Een subsidie, berekend door het aantal uren bedoeld in § 1 te vermenigvuldigen met een geïndexeerd forfaitair urenbedrag van 29,57 euro, wordt toegekend om een compenserende aanwerving toe te staan ingevolge de verkorting van de arbeidsduur. Buiten de wettelijke pensioenleeftijd, genereert de arbeidsduurvermindering deze subsidie niet langer.”

Art. 3. In artikel 113, lid 2 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- a) het bedrag van 19,83 euro wordt vervangen door het bedrag van 29,57 euro;
- b) De woorden “december 2000” worden vervangen door de woorden “december 2018”.

Art. 4. In hetzelfde besluit wordt een artikel 113*bis* opgenomen dat luidt als volgt :

“Behoudens andersluidende sectorale bepalingen en binnen de grenzen van de beschikbare kredieten, wordt een geïndexeerde bruto forfaitaire premie van 340 euro toegekend aan de werknemers die waren toegewezen aan de opdrachten van de decreten van de Franse Gemeenschapscommissie, buiten het toepassingsveld van de kaders van de sectoren bedoeld door dit besluit en waarvoor uitdrukkelijk een tussenkomstverzoek werd ingediend bij de administratie :

- a) Het premiebedrag wordt toegekend voor feitelijke of soortgelijke prestaties;
- b) Voor deeltijdse werknemers of werknemers die geen volledig kalenderjaar hebben gewerkt, wordt het bedrag van de premie berekend pro rata hun bovengenoemde prestaties voor een referentieperiode die loopt van 1 januari tot 30 september van het in aanmerking genomen jaar. Elke volledige maand van feitelijk of gelijkwaardig werk gedurende de referentieperiode geeft recht op een negende van het bedrag van de toegekende premies. Een onvolledige maandelijks prestatie wordt berekend naar rato van het aantal gewerkte dagen in de maand.”

Art. 5. In hetzelfde besluit wordt een artikel 113*ter* opgenomen dat luidt als volgt :

“Behoudens andersluidende sectorale bepalingen stellen de vzw's die zijn erkend in de sectoren waarnaar in dit besluit wordt verwezen, de administratie binnen de vijftien dagen in kennis van elke personeelswijziging. Deze informatie, evenals de ondersteunende documenten, worden elektronisch verzonden volgens de modaliteiten die door het college zijn vastgesteld.”

Art. 6. In hetzelfde besluit wordt de bijlage I NM betreffende de referentieloonchalen voor de gesubsidieerde functies, gewijzigd bij besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 23 oktober 2003 en van 30 november 2017, vervangen door de bijlage 1 die zich bevindt in bijlage van dit besluit.

Art. 7. In hetzelfde besluit wordt de bijlage II NM betreffende de tabel met referentieloonchalen voor de gesubsidieerde functies, gewijzigd bij besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 10 december 2009 en van 30 november 2017, vervangen door de bijlage 2 die zich bevindt in bijlage van dit besluit.

Art. 8. In hetzelfde besluit wordt de bijlage III NM betreffende de gesubsidieerde functies per sector- vereiste diploma's en toegangsvoorwaarden, gewijzigd bij besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 10 december 2009 en van 30 november 2017, vervangen door de bijlage 3 die zich bevindt in bijlage van dit besluit

Art. 9. In hetzelfde besluit wordt de bijlage V NM betreffende de berekening van de subsidie voor loonkosten, werkgeverlasten en andere voordelen, gewijzigd bij besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 10 december 2009, van 13 januari 2011 en van 30 november 2017, vervangen door de bijlage 5 die zich bevindt in bijlage van dit besluit.

Art. 10. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2019.

Art. 11. De Leden van het College van de Franse Gemeenschapscommissie worden, ieder voor wat hen aanbelangt, belast met de uitvoering van dit besluit.

Opgemaakt te Brussel, op 23 mei 2019.

Voor het College :

F. LAANAN ,
Minister-Presidente van het College, belast met Begroting, Onderwijs, Schoolvervoer,
Kinderopvang, Sport en Cultuur

R. VERVOORT,
Collegelid belast met Sociale Cohesie en Toerisme

C. JODOGNE,
Collegelid belast met openbaar Ambt en Gezondheidsbeleid

D. GOSUIN,
Collegelid belast met Beroepsopleiding

C. FREMAULT,
Collegelid belast met het beleid inzake Personen met een Handicap, Sociale Actie, Gezin
en Internationale Betrekkingen

Bijlage 1 bij het besluit 2018/2246 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende wijziging van het besluit 2001/549 van 18 oktober 2001 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de toepassing van het decreet van 6 juli 2001 van de Franse Gemeenschapscommissie houdende wijziging van diverse wetten met betrekking tot subsidies toegekend in de gezondheids- en welzijnssector en betreffende de wijziging van diverse toepassingsbesluiten betreffende de welzijns-, de gezondheids- en de gehandicaptensector en de sector van de socio-professionele inschakeling

Bijlage I NM van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 oktober 2001 houdende toepassing van het decreet van 6 juli 2001 van de Franse Gemeenschapscommissie houdende wijziging van diverse wetten met betrekking tot subsidies toegekend in de gezondheids- en welzijnssector en betreffende de wijziging van diverse toepassingsbesluiten betreffende de welzijns-, de gezondheids- en de gehandicaptensector en de sector van de socio-professionele inschakeling.

BIJLAGE I NM – afdeling a - Referentieloon schalen

année/Bart	Section a. en vigueur au 1er janvier 2001 à l'exception des secteurs repris à la section b.													
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
0	22170,71	21226,91	17661,12	16462,77	15190,79	14673,04	14299,55	14658,25	13434,39	13169,23	25254,62	33642,57	15190,79	16462,77
1	23256,99	22067,41	18193,62	17661,12	16344,59	15812,05	15361,55	15767,68	14496,37	14231,21	25872,70	33642,57	16344,59	17669,33
2	23256,99	22067,41	18193,62	17661,12	16344,59	15812,05	15361,55	15767,68	14635,95	14363,73	26490,77	34967,02	16344,59	17669,33
3	24229,99	22881,65	18726,11	18193,62	16610,86	16078,34	15640,70	16033,97	14775,53	14496,30	27108,84	34967,02	17080,17	18500,09
4	24229,99	22881,65	18726,11	18193,62	16610,86	16078,34	15780,30	16033,97	14915,09	14628,83	27108,84	36291,49	17080,17	18500,09
5	25203,00	23295,89	19259,35	18726,11	16965,84	16433,35	15919,89	16300,27	15054,68	14761,38	28190,43	36291,49	17848,86	19379,83
6	25203,00	23295,89	19259,35	18726,11	16965,84	16433,35	16069,47	16300,27	15194,27	14893,95	28190,43	37615,94	17848,86	19379,83
7	26176,01	23910,13	21884,13	21341,09	19259,35	17143,37	16199,06	16566,55	15333,87	15026,47	29272,03	37615,94	18652,00	20299,44
8	26176,01	23910,13	22246,14	21341,09	19259,35	17143,37	16338,55	16566,55	15473,45	15159,02	29272,03	38940,41	18652,00	20299,44
9	27149,02	24524,38	22789,18	21884,13	19802,42	17853,40	16478,25	16832,85	15613,04	15291,58	30353,62	38940,41	19491,27	21263,60
10	27511,03	24886,40	22789,18	22246,14	20164,42	18208,38	17025,96	16892,50	16160,65	15834,99	30353,62	40264,88	19491,27	21263,60
11	28484,04	25500,64	23332,23	22789,18	20707,45	18829,66	17193,36	17542,85	16328,05	15995,50	31435,23	40264,88	20368,35	22273,69
12	28484,04	25500,64	23332,23	22789,18	20707,45	18829,66	17360,82	17542,85	16495,50	16155,99	31435,23	41593,31	20368,35	22273,69
13	29457,05	26114,91	23875,26	23332,23	21250,52	19455,43	17528,24	17897,85	16662,94	16316,46	32516,82	41593,31	21284,89	23331,63
14	29457,05	26114,91	25745,85	23332,23	21250,52	19455,43	17695,69	17897,85	16830,36	16476,96	32516,82	42913,78	21284,89	23331,63
15	30430,06	26729,16	26288,88	23875,26	21793,54	20089,02	17863,14	18252,83	16997,83	16637,48	33598,42	42913,78	21987,56	24264,93
16	30430,06	26729,16	26831,90	25745,85	21793,54	20089,02	18030,54	18252,83	17165,25	16797,97	33598,42	44238,26	21987,56	24264,93
17	31403,07	27343,39	26831,90	26288,88	22336,59	20722,60	18198,01	18607,83	17332,68	16958,48	34680,00	44238,26	22336,61	25235,55
18	31403,07	27343,39	27374,97	26288,88	22336,59	20722,60	18365,43	18607,83	17500,12	17118,97	34680,00	45562,71	22336,61	25235,55
19	32376,07	27957,61	27128,87	26831,90	22879,64	21356,22	18532,88	18962,84	17667,57	17279,46	35761,62	45562,71	22879,70	26244,92
20	32376,07	27957,61	27918,00	26831,90	22879,64	21356,22	18700,30	18962,84	17835,00	17439,99	35761,62	46887,18	22879,70	26244,92
21	33349,10	28571,89	27918,00	27374,97	23422,68	21989,78	18867,73	19319,63	18002,44	17600,48	36843,20	46887,18	23422,78	27294,72
22	33349,10	28571,89	28461,07	27374,97	23422,68	21989,78	19035,19	19319,63	18169,86	17760,97	36843,20	48211,63	23422,78	27294,72
23	34322,11	29186,14	28461,07	28461,07	23965,73	22623,36	19202,62	19681,65	18337,31	17921,48	37924,80		23965,87	27918,20
24	34322,11	29186,14	29004,11	27918,00	23965,73	22623,36	19373,07	19681,65	18504,75	18081,97			23965,87	27918,20
25	34322,11	29800,38	29004,11	28461,07	24508,78	23256,96	19543,81	20043,64	18672,18	18242,49			24508,96	28461,28
26	34322,11	29800,38	29004,11	28461,07	24508,78	23256,96	19714,59	20043,64	18839,62	18402,95			24508,96	28461,28
27	34322,11	30414,64	29004,11	29004,11	25051,80	23890,53	19896,33	20405,66	19007,05	18563,46			25051,80	29004,11
28	34322,11	30414,64	29004,11	29004,11	25051,80	23890,53	20056,68	20405,66	19174,51	18723,95			25051,80	29004,11
29	34322,11	30414,64	29004,11	29004,11	25051,80	24524,11	20226,89	20767,66	19344,32	18884,46			25051,80	29004,11
30	34322,11	30414,64	29004,11	29004,11	25051,80	24524,11	20226,89	20767,66	19344,32	18884,46			25051,80	29004,11
31	34322,11	30414,64	29004,11	29004,11	25051,80	24524,11	20226,89	21129,70	19344,32	18884,46			25051,80	29004,11

Bijlage I NM – afdeling b – Forfaitaire bedragen van de Diensten voor thuishulp**Bedragen in € (gekoppeld aan index 1,7069) op 1 januari 2019**

	45 jaar	46 tot 50 jaar	50 tot 54 jaar	55 jaar
	38 uren	36 uren	34 uren	32 uren
Gezins-en bejaardenhulp	-	31,12	34,16	36,90
Huishoudhulp arbeidersstatuut	-	28,85	30,55	32,98
Huishoudhulp bediendenstatuut	-	29,02	30,73	33,18
Administratief personeel	0,91	1,04	1,10	1,17
Dients- of teamverantwoordelijken	5,58	6,36	6,73	7,15
Overloon Gezins-of bejaardenhulp zaterdag	-	10,89	11,96	12,92
Overloon Gezins-of bejaardenhulp zon. Feestdag & voor 7u en na 18u	-	15,56	17,08	18,45
Overloon huishoudhulp Zaterdag (arbeider)	-	10,10	10,69	11,54
Overloon huishoudhulp Zaterdag (bediende)	-	10,16	10,76	11,61
Overloon huishoudhulp zon. & feestdag (arbeider)	-	14,43	15,28	16,49
Overloon huishoudhulp zon. & feestdag (bediende)	-	14,51	15,37	16,59
Overloon dienst- of teamverantwoordelijken	2,79	3,18	3,37	3,58

Werking	0,43
Directie	72460,02

De gemiddelde anciënniteit die in aanmerking wordt genomen bij de berekening van de hierboven hernomen forfaitaire bedragen is als volgt:

- voor de gezinshulp: 12 jaar voor de personen jonger dan 50 jaar, 16 jaar voor de 50 tot 54-jarigen, 20 jaar voor de 55-jarigen en 55-plussers
- voor de huishoudhulp: 11 jaar voor de personen jonger dan 50 jaar, 12 jaar voor de 50 tot 54-jarigen, 14 jaar voor de 55-jarigen en 55-plussers
- voor de dienst- of teamverantwoordelijken: 13 jaar
- voor het administratief personeel: 18 jaar

In uitzonderlijke gevallen kan de dienst een beroep doen op uitzendpersoneel of studenten om de afwezigheden van korte duur van vaste personeelsleden op te vangen, en dit om de continuïteit van de bijstand aan de begunstigten te verzekeren.

Forfaitaire bedragen – Studenten thuisverzorging**Bedragen in € (gekoppeld aan indexcijfer 1,7069) op 1 januari 2019**

Gezins-en bejaardenhulp	21,02
Huishoudhulp arbeidersstatuut	18,02
Overloon gezins- of bejaardenhulp zaterdag	7,36
Overloon Gezins-of bejaardenhulp zon. Feestdag & voor 7u en na 18u	10,52
Overloon huishoudhulp Zaterdag (arbeider)	6,30
Overloon huishoudhulp zon. & feestdag (arbeider)	9,01

Deze bedragen zijn het hele jaar van toepassing.

Telkens wanneer het gemiddelde van de viermaandelijke indexcijfers van de consumptieprijzen van twee opeenvolgende maanden één van de spilindexcijfers bereikt of wordt teruggebracht tot een spilindexcijfer, worden de forfaitaire bedragen berekend door ze te koppelen aan een coëfficiënt 1,02n waarin n de rang van de bereikte spilindex vertegenwoordigt. De bedragen worden altijd aan het begin van een trimester aangepast.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit 2018/2246 van 23 mei 2019 houdende wijziging van het besluit van 18 oktober 2001 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de toepassing van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 6 juli 2001 houdende wijziging van diverse wetten met betrekking tot subsidies toegekend in de gezondheids- en welzijnssector en betreffende de wijziging van diverse toepassingsbesluiten betreffende de welzijns-, de gezondheids- en de gehandicaptensector en de sector van de socio-professionele inschakeling.

Door het College:

Fadila LAANAN

Minister-President van het College, belast met Begroting, Onderwijs, Schoolvervoer, Kinderopvang, Sport en Cultuur

Rudi VERVOORT

Collegelid belast met sociale Cohesie en Toerisme.

Cécile JODOGNE

Collegelid belast met openbaar Ambt en Gezondheidsbeleid.

Didier GOSUIN

Collegelid belast met Beroepsopleiding

Céline FREMAULT

Collegelid belast met het beleid inzake Personen met een Handicap, Sociale Actie, Gezin en Internationale Betrekkingen.

Bijlage 2 bij het besluit 2018/2246 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende wijziging van het besluit 2001/549 van 18 oktober 2001 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de toepassing van het decreet van 6 juli 2001 van de Franse Gemeenschapscommissie houdende wijziging van diverse wetten met betrekking tot subsidies toegekend in de gezondheids- en welzijnssector en betreffende de wijziging van diverse toepassingsbesluiten betreffende de welzijns-, de gezondheids- en de gehandicaptensector en de sector van de socio-professionele inschakeling.

Bijlage II NM van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 oktober 2001 houdende toepassing van het decreet van 6 juli 2001 van de Franse Gemeenschapscommissie houdende wijziging van diverse wetten met betrekking tot subsidies toegekend in de gezondheids- en welzijnssector en betreffende de wijziging van diverse toepassingsbesluiten betreffende de welzijns-, de gezondheids- en de gehandicaptensector en de sector van de socio-professionele inschakeling.

Bijlage II NM – Tabel met de referentieloonschalen voor de gesubsidieerde functies

FUNCTIE	DIPLOMA *, KWALIFICATIE of BEROEPSKWALIFICATIES **	NM REFERENTIE BAREMA van de COCOF
Directeur-trice, coordinator-trice, onderdirecteur-trice	Master	1
Psycholoog, pedagoog, psychopedagoog, bemiddelaar familie-zaken, criminoloog, seksuoloog, kinesitherapeut, logopedist, jurist, socioloog, anthropoloog, begeleider-leidster (Master), opleidingsverantwoordelijke, filosoof	Master	1
Huisarts	Master in de geneeskunde, in de huisartsgeneeskunde, in de geneeskunde in stage huisartsgeneeskunde of specialistenopleiding huisartsgeneeskunde	1
Huisarts voor het beleid inzake personen met een handicap	Master in de geneeskunde	11
Geneesheer-specialist	Master in de geneeskunde met specialisatie of in het 3e, 4e en 5e masterjaar in de psychiatrie	1
Geneesheer-specialist voor het beleid inzake personen met een handicap	Master in de geneeskunde met specialisatie	12
Directeur-trice, coördinator-trice of pedagogisch coördinator-trice, onderdirecteur-trice en opvoeder-ster groepsleider-ster	HOBU / Professionele bachelor of gelijkgesteld diploma	2
Hoofdopvoeder-ster	HOBU / Professionele bachelor of gelijkgesteld diploma	3
Administratief personeel: econoom, boekhouder, human resources beheerder, juridisch assistent-e, directiesecretaris-esse/assistent-e	HOBU / Professionele bachelor of gelijkgesteld diploma Beroepskwalificatie van categorie 1	4
Opvoeder-ster klasse 1, begeleider-ster klasse 1, technicus klasse 1, paramedisch gegradueerde, maatschappelijk assistent-e, psychologisch assistent(e), verpleegkundige, maatschappelijk verpleegkundige, psychiatrisch verpleegkundige, verpleegkundige in gemeenschappelijke gezondheid, opleidingsverantwoordelijke, huwelijksconsulent-e, bemiddelaar in familie-zaken, onthaalmedewerker-ster, gezondheidscoördinator-trice, specialist-e in psychomotorische revalidatie, logopedist-e	HOBU / Professionele bachelor of gelijkgesteld diploma Beroepskwalificatie van categorie 1	4
Opvoeder-ster klasse 2, begeleider-ster klasse 2 en technicus klasse 2, gebrevetteerd verpleegkundige	Getuigschrift van het Hoger Secundair Onderwijs of gelijkgesteld diploma Beroepskwalificatie van categorie 2	5
Secretaris-esse administratief of boekhoudkundig assistent-e, onthaalmedewerker-ster	Getuigschrift van het Hoger Secundair Onderwijs of gelijkgesteld diploma Beroepskwalificatie van categorie 2	6
Opvoeder-ster klasse 3, opleider-ster klasse 3 en technicus klasse 3, gezins- en familie-hulp, kinderverzorgster	6 ^e beroepsjaar of opleidingscertificaat gezins-hulp of gelijkgesteld diploma via een inschrijvingsattest Beroepskwalificatie van categorie 2	7
Administratief medewerker-ster	Getuigschrift voor lager secundair onderwijs (GLSO) of getuigschrift van de tweede graad van het secundair onderwijs Beroepskwalificatie van categorie 2	9
Opvoeder-ster klasse 4	Getuigschrift voor lager secundair onderwijs of getuigschrift van de tweede graad van het secundair onderwijs, diploma van bedrijfsleider (beroepsopleiding*) of gelijkgesteld diploma Beroepskwalificatie van categorie 2	9
Technicus, teamleider-ster, arbeider-ster	Kwalificatiegetuigschrift Beroepskwalificatie van categorie 2	8
Gediplomeerd technicus, gediplomeerd arbeider-ster, chauffeur	Kwalificatiegetuigschrift Beroepskwalificatie van categorie 2	9
Technicus, arbeider-ster en huishoudhulp	Geen bijzondere vereisten	10
Opleider-ster klasse 1	HOBU / Professionele bachelor of gelijkgesteld diploma Beroepskwalificatie van categorie 1	14
Opleider-ster klasse 2	Getuigschrift van het Hoger Secundair Onderwijs of gelijkgesteld diploma Beroepskwalificatie van categorie 2	13
Tolk in gebarentaal	Master Vertalen-tolken in LSFB (langue des signes française de Belgique)	1
Tolk in gebarentaal, transliterator of velotypist	Opgenomen zijn in de lijst van tolken in gebarentaal en/of op de lijst van tolken voor iedere andere vorm van hulp bij communicatie en/of de lijst van transliterators of velotypisten. Deze lijsten worden opgesteld door een erkende ondersteuningsdienst voor communicatie en tolken voor doven	4

* De diploma's die werden afgeleverd voor de toepassing van de Bologna-overeenkomsten worden nog steeds in aanmerking genomen om uitsluitend de gesubsidieerde functies te valideren die hernomen worden in deze bijlage. Zo stemt "HOBU" overeen met "professionele Bachelor" en is "Universitair of licentiaat" het equivalent van een "Master".

gemeenschapsinstellingen (Franse Gemeenschap, Vlaamse Gemeenschap of Deutschsprachigen Gemeinschaft) die instaan voor het vaststellen van de gelijkwaardigheid. Er dient een kopie van deze gelijkwaardigheid overgemaakt te worden aan de administratie, zodat de te bekleden functie kan worden gevalideerd.

In een streven naar administratieve vereenvoudiging valideert de administratie echter bepaalde functies met betrekking tot de uitoefening van gezondheidszorgberoepen (arts, kinesitherapeut, ergotherapeut, logopedist, verpleegkundige) waarvoor de diplomahouder de goedkeuring voor de uitoefening van de beroepsactiviteit in België heeft verkregen van de FOD Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu – Dienst Zorgberoepen.

Bij diploma's van psycholoog die werden afgeleverd door een ander land dan België houdt de administratie rekening met het goedkeuringsadvies van de Psychologencommissie, die werd opgericht bij wet van 8 november 1993 betreffende de bescherming van de titel van psycholoog. Het erkenningsnummer van de titel van psycholoog dat wordt meegedeeld door voornoemde Commissie en het goedkeuringsadvies moeten worden overgemaakt aan de administratie zodat deze laatste de te bekleden functie kan valideren.

** Beroepskwalificatie: kwalificatie uitgereikt door een openbare operator voor beroepsopleidingen of validering als bedoeld in het samenwerkingsakkoord van 26 februari 2015 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de oprichting en het beheer van een Cadre francophone des certifications, afgekort "CFC"¹ Het CFC (Franstalig kwalificatiekader) bevat acht verschillende niveaus².

De kwalificaties worden hier onderverdeeld in twee categorieën, teneinde het gebruik en het overzicht ervan te vergemakkelijken.

Beroepskwalificaties van categorie 1

1. Leergetuigschrift uitgereikt door IFAPME of SFPME van Niveau 5 CFC/CEC (Europees kwalificatiekader) minimum
2. Diploma bedrijfsmanagement uitgereikt door IFAPME of SFPME van Niveau 5 CFC/CEC minimum of waarvan de toegangsvoorwaarde Getuigschrift van het Hoger Secundair Onderwijs is
3. Getuigschrift over de basiskennis van het bedrijfsbeheer uitgereikt door IFAPME of SFPME van Niveau 5 CFC/CEC minimum of waarvan de toegangsvoorwaarde Getuigschrift van het Hoger Secundair Onderwijs is
4. Getuigschrift van vakbekwaamheid verworven gedurende opleiding (CeCaf) uitgereikt door een openbare vormingsoperator (Bruxelles Formation, IFAPME, FOREM of SFPME) van Niveau 5 CFC/CEC minimum
5. Vaardigheidsbewijs uitgereikt door het Consortium voor de bekrachtiging van de bevoegdheden van Niveau 5 CFC/CEC minimum

Beroepskwalificaties van categorie 2

1. Leergetuigschrift uitgereikt door IFAPME of SFPME
2. Diploma bedrijfsmanagement uitgereikt door IFAPME of SFPME
3. Diploma coördinatie en omkadering afgeleverd door IFAPME of SFPME
4. Getuigschrift over de basiskennis van het bedrijfsbeheer uitgereikt door IFAPME of SFPME
5. Getuigschrift van vakbekwaamheid verworven gedurende opleiding (CeCaf) uitgereikt door een openbare vormingsoperator (Bruxelles Formation, IFAPME, FOREM of SFPME)
6. Vaardigheidsbewijs uitgereikt door het Consortium voor de bekrachtiging van de bevoegdheden

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit 2018/2246 van 23/05/19 houdende wijziging van het besluit van 18 oktober 2001 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de toepassing van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 6 juli 2001 houdende wijziging van diverse wetten met betrekking tot subsidies toegekend in de gezondheids- en welzijnssector en betreffende de wijziging van diverse toepassingsbesluiten betreffende de welzijns-, de gezondheids- en de gehandicaptensector en de sector van de socio-professionele inschakeling.

Door het College:

Fadila LAANAN

Minister-Presidente van het College, belast met Begroting, Onderwijs, Schoolvervoer, Kinderopvang, Sport en Cultuur

Rudi VERVOORT

Collegelid belast met sociale Cohesie en Toerisme

Cécile JODOGNE

Collegelid belast met openbaar Ambt en Gezondheidsbeleid

Didier GOSUIN

Collegelid belast met Beroepsopleiding

Céline FREMAULT

Collegelid belast met het beleid inzake Personen met een Handicap, Sociale Actie, Gezin en Internationale Betrekkingen.

¹ Het CFC is een tabel met dubbele ingang: een ingang voor de onderwijskwalificaties en de andere voor de beroepskwalificaties. Het samenwerkingsakkoord definieert deze in artikel 1: 9° onderwijskwalificatie: kwalificatie gevormd door een significant en samenhangend geheel van leerresultaten met het oog op de persoonlijke ontwikkeling, de voortzetting van de studies of de opleiding, de toegang tot een beroepsleven; 10° Beroepskwalificatie: kwalificatie gevormd door een samenhangend en significant geheel van leerresultaten met het oog op de voortzetting van de opleiding, de inschakeling of het behoud op de arbeidsmarkt of de beroepsspecialisatie;

² Het samenwerkingsakkoord CFC bevat in bijlage de precieze definitie van de descriptor die de overeenstemming van een kwalificatie met één van de acht kwalificatieniveaus van het kader mogelijk maken.

Bijlage 3 bij het besluit 2018/2246 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende wijziging van het besluit 2001/549 van 18 oktober 2001 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de toepassing van het decreet van 6 juli 2001 van de Franse Gemeenschapscommissie houdende wijziging van diverse wetten met betrekking tot subsidies toegekend in de gezondheids- en welzijnssector en betreffende de wijziging van diverse toepassingsbesluiten betreffende de welzijns-, de gezondheids- en de gehandicaptensector en de sector van de socio-professionele inschakeling.

Bijlage III NM van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 oktober 2001 houdende toepassing van het decreet van 6 juli 2001 van de Franse Gemeenschapscommissie houdende wijziging van diverse wetten met betrekking tot subsidies toegekend in de gezondheids- en welzijnssector en betreffende de wijziging van diverse toepassingsbesluiten betreffende de welzijns-, de gezondheids- en de gehandicaptensector en de sector van de socio-professionele inschakeling.

Bijlage III NM – Gesubsidieerde functies per sector – vereiste diploma's en toegangsvoorwaarden

1. Sector van de Gezinsplanning	
Arts	Master in de geneeskunde of inde geneeskunde met specialisatie of master in de geneeskunde in stage huisartsgeneeskunde
Psycholoog	Master in de psychologische wetenschappen
Maatschappelijk Assistent-e	Professionele bachelor maatschappelijk assistent of maatschappelijk verpleegkundige of verpleegkundige inde communautaire gezondheidszorg
Jurist-e	Master in de rechten
Administratief Assistent-e	Getuigschrift van het Hoger Secundair Onderwijs Beroepskwalificatie van categorie 2
Huwelijksconsulent-e	Professionele bachelor in huwelijkstherapie of getuigschrift van het Hoger Secundair Onderwijs en getuigschrift van beroepsopleiding afgeleverd voor juni 1996 door een opleidingsschool
Seksuoloog	Master in de familiale en seksuologische wetenschappen Universitair getuigschrift in de klinische seksuologie 3 ^e cyclus
Bemiddelaar in familie zaken	Master en getuigschrift van beroepsopleiding in familiale bemiddeling Professionele bachelor en getuigschrift van beroepsopleiding in familiale bemiddeling
Assistent-e in psychologie	Professionele bachelor die deze titel toekent
2. Sector van de centra voor sociale globale actie	
Coördinator-trice	Professionele bachelor maatschappelijk assistent
Maatschappelijk Assistent-e	Professionele bachelor maatschappelijk assistent
Administratief Assistent-e	Getuigschrift van het Hoger Secundair Onderwijs Beroepskwalificatie van categorie 2
3. Sector van de opvangtehuizen	
Directeur-trice	Master Professionele bachelor in een maatschappelijke, psychologische, paramedische of pedagogische richting met 3 jaar anciënniteit in de non-profitsector
Maatschappelijk Assistent-e	Professionele bachelor maatschappelijk assistent
Verpleegkundige, Assistent-e in psychologie	Professionele bachelor die deze titel toekent
Opvoeder-ster klasse 1	Professionele bachelor in een maatschappelijke, psychologische, paramedische of pedagogische richting Beroepskwalificatie van categorie 1 in een maatschappelijke, psychologische, paramedische of pedagogische richting
Opvoeder-ster klasse 2	Getuigschrift van het Hoger Secundair Onderwijs Beroepskwalificatie van categorie 2 in een maatschappelijke, familiale of gezondheidsrichting
Opvoeder-ster klasse 3	6 ^e beroepsjaar in een maatschappelijke, familiale of gezondheidszorgrichting of bekwaamheidsattest van gezinshulp of gelijkgesteld diploma voor de afgifte van een inschrijvingsattest dat toegang verleent tot de functie van gezins- of bejaardenhelper Beroepskwalificatie van categorie 2 in een maatschappelijke, familiale of gezondheidsrichting
Opvoeder-ster klasse 4	Getuigschrift van het Lager Secundair Onderwijs of getuigschrift van de tweede graad van het secundair onderwijs (GSOTG) of kwalificatiegetuigschrift Beroepskwalificatie van categorie 2
4. Sector van de Drugsverslaving	
Arts	Master in de geneeskunde, Master in de huisartsgeneeskunde, Master in de geneeskunde met specialisatie in volwassenenpsychiatrie of 3e, 4e of 5e aanvullend doctoraatsjaar in de volwassenenpsychiatrie.
Functies op het Masterniveau	Master in lijn met de erkende opdrachten – verbonden aan barema 1
Functies op het Bachelorniveau	Professionele bachelor in lijn met de erkende opdrachten – verbonden aan barema 4

Functies van het niveau Getuigschrift van het Hoger Secundair Onderwijs	Getuigschrift van het Hoger Secundair Onderwijs – verbonden aan barema 6 Beroepskwalificatie van categorie 2
---	---

5. Sector van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg

Psychiater	Master in de geneeskunde met specialisatie in volwassenenpsychiatrie of in kinder- en jeugdpsychiatrie of 3e, 4e of 5e aanvullend doctoraatsjaar in volwassenenpsychiatrie of in kinder- en jeugdpsychiatrie.
Psycholoog	Master in de psychologische wetenschappen
Maatschappelijk Assistent-e	Professionele bachelor maatschappelijk assistent of maatschappelijk verpleegkundige
Functie in het onthaal en in het secretariaat of boekhoudkundige functie	Getuigschrift van het Hoger Secundair Onderwijs Beroepskwalificatie van categorie 2
Aanvullende functies op bachelorniveau	Professionele bachelor assistent in de psychologie, logopedie, ergotherapie, in de motorische wetenschappen (algemene richting), psychomotoriek, maatschappelijk assistent en verpleegkundige
Aanvullende functies op masterniveau	Master in de rechten, in de logopedie, in de criminologie, in de sociologie en antropologie, in politieke en sociale wetenschappen, in volksgezondheidswetenschappen, in psychologische wetenschappen, in de geneeskunde.

6. Sector van het telefonisch onthaal

Directeur-trice	Master of professionele bachelor in een maatschappelijke, paramedische, psychologische of pedagogische richting of in communicatie
Opleidingsverantwoordelijke	Master of professionele bachelor in een maatschappelijke, paramedische, psychologische of pedagogische richting of in communicatie Beroepskwalificatie van categorie 1 in een maatschappelijke, paramedische, psychologische of pedagogische richting of in communicatie
Secretaris-esse	Getuigschrift van het Hoger Secundair Onderwijs Beroepskwalificatie van categorie 2

7. Sector van de medische huizen

Onthaalmedewerker-ster	Getuigschrift van het hoger secundair onderwijs of professionele bachelor Beroepskwalificatie van categorie 2
Functie van communautaire gezondheidszorg	Master in de geneeskunde of master en professionele bachelor in een maatschappelijke, paramedische, psychologische of pedagogische richting Professionele bachelor in communautaire gezondheidszorg.

8. Sector van de centra voor coördinatie en thuisverzorging

Gezondheidszorgcoördinator-trice	Professionele bachelor in een maatschappelijke, paramedische of psychologische richting.
Administratief Assistent-e	Getuigschrift van het Hoger Secundair Onderwijs Beroepskwalificatie van categorie 2
Directeur-trice	Master of professionele bachelor in een paramedische, pedagogische, psychologische of maatschappelijke richting.

9. Sector van de palliatieve zorg en nazorg

Functie op het Masterniveau	Master in een medische, paramedische, psychologische of maatschappelijke richting
Functie ziekenverzorging (categorie 4 en 5)	Professionele bachelor in verpleegkundige verzorging
Functies op het Bachelorniveau	Professionele bachelor in een paramedische, pedagogische, psychologische of maatschappelijke functie
Secretaris-esse	Getuigschrift van het Hoger Secundair Onderwijs Beroepskwalificatie van categorie 2

10. Sector socio-professionele Inschakeling

Pedagogisch coördinator-trice	Professionele bachelor of Getuigschrift van het Hoger Secundair Onderwijs + tien jaar nuttige ervaring* Beroepskwalificatie van categorie 1 of beroepskwalificatie van categorie 2 + tien jaar nuttige ervaring*
Opleider-ster klasse 1	Professionele bachelor of Getuigschrift van het Hoger Secundair Onderwijs + zes jaar nuttige ervaring* Of GLSO + negen jaar nuttige ervaring* Of getuigschrift van de tweede graad van het secundair onderwijs + negen jaar nuttige ervaring* Of Beroepskwalificatie van categorie 1 of Beroepskwalificatie van categorie 2 + zes jaar nuttige ervaring*

Opleider-ster klasse 2	Getuigschrift van het hoger secundair onderwijs of gelijkgesteld diploma (zes jaar nuttige ervaring*) Beroepskwalificatie van categorie 2 of gelijkgestelde kwalificatie (zes jaar nuttige ervaring*)
------------------------	--

* Onder nuttige ervaring verstaat men:

Voor de pedagogische coördinatoren: gedurende een periode van tien jaar taken hebben vervuld die verbonden zijn aan deze functie (ontwerp en opzetten van opleidingssystemen, ontwikkeling van instrumenten aangepast aan de richtingen en te bereiken doelstellingen, coördinatie en beheer van de opleidingsactiviteiten en -projecten)

Voor de opleiders: ervaring met het uitvoeren van taken met een voldoende hoog niveau van verantwoordelijkheid binnen een bedrijf in de beroepssector waarop de verstrekte opleidingen betrekking hebben.

11. Sector Dagcentra en Verblifscentra	
Directeur-trice	Master in een pedagogische, psychologische, maatschappelijke, juridische, paramedische, sociologische, ziekenhuisverpleegkundige, criminologische, economische, familiale en seksuologische richting, richting HR-beheer of gelijkgesteld diploma (universitaire directeurs in functie op 31 december 2000); Bachelor in een pedagogische, psychologische, maatschappelijke, paramedische, economische, juridische richting, in een richting HR-beheer of artistieke richting en 3 jaar anciënniteit in de sectoren die vallen onder de non-profitsector of directeur gesubsidieerd op 31 december 2000.
Onderdirecteur-trice	Master in een pedagogische, psychologische, maatschappelijke, juridische, paramedische, sociologische, ziekenhuisverpleegkundige, criminologische, economische, familiale en seksuologische richting, richting HR-beheer; Bachelor in een pedagogische, psychologische, maatschappelijke, paramedische, economische, juridische of artistieke richting, in een richting HR-beheer of gelijkgesteld diploma (vereiste kwalificaties voor de opvoeders klasse II en ten minste tien jaar opvoedkundige jobs in een dagcentrum of een verblifscentrum).
Huisarts	Master in de geneeskunde
Geneesheer-specialist	Master in de geneeskunde met specialisatie
Psycholoog	Master in de psychologische wetenschappen
Pedagoog en psychopedagoog	Master in de pedagogische wetenschappen
Assistent-e in psychologie	Professionele bachelor die deze titel toekent
Paramedische functies	Master (kinesitherapeut of logopedist), of professionele bachelor (ergotherapeut, kinesitherapeut, logopedist, heropvoeder in psychomotoriek, audioloog, orthopedist).
Maatschappelijk Assistent-e	Professionele bachelor die deze titel toekent
Gegradueerd verpleegkundige	Professionele bachelor in verpleegkundige verzorging
Verpleegkundige in communautaire gezondheidszorg	Professionele bachelor in verpleegkundige verzorging gespecialiseerd in communautaire gezondheidszorg en ex-maatschappelijk graduaat.
Gebrevetteerd verpleegkundige	Brevet van verpleegkundige of assistent in ziekenhuiszorg.
Opvoeder-ster - groepsleider	Hoofdopvoeder met ten minste 1 jaar dienst in deze functie.
Hoofdopvoeder-ster	Professionele bachelor in een pedagogische, psychologische, maatschappelijke, paramedische of artistieke richting of gelijkgesteld diploma (vereiste kwalificaties voor de opvoeders klasse II en ten minste vijf jaar dienst in opvoedingsfuncties in een dagcentrum of verblifscentrum).
Opvoeder-ster klasse 1	Professionele bachelor in een pedagogische, psychologische, maatschappelijke, paramedische of artistieke richting (net zoals opvoeders klasse 1 die gelijkgesteld en gesubsidieerd werden op 31 december 2000) Beroepskwalificatie van categorie 1 in een pedagogische, psychologische, maatschappelijke, paramedische of artistieke richting
Opvoeder-ster klasse 2	Getuigschrift van het Hoger Secundair Onderwijs of gelijkgesteld diploma (opvoeder klasse IIA of IIB op 31 december 2000). Beroepskwalificatie van categorie 2 in een maatschappelijke, familiale of gezondheidsrichting
Opvoeder-ster klasse 3	6 ^e beroepsjaar in een maatschappelijke, familiale of gezondheidszorgrichting of bekwaamheidsattest van gezinshulp of gelijkgesteld diploma voor de afgifte van een inschrijvingsattest dat toegang verleent tot de functie van gezins- of bejaardenhelper Beroepskwalificatie van categorie 2 in een maatschappelijke, familiale of gezondheidsrichting
Opvoeder-ster klasse 4	Getuigschrift van het Lager Secundair Onderwijs of getuigschrift van de tweede graad van het secundair onderwijs Beroepskwalificatie van categorie 2

Secretaris/Directieassistent-e	Professionele bachelor die deze titel toekent Beroepskwalificatie van categorie 1 die deze titel toekent
Boekhouder	Professionele bachelor in een economische of boekhoudkundige richting of diploma van de Belgische Kamer van Boekhouders of gediplomeerd bedrijfsleider of gespecialiseerd diploma in het beheer van diensten en instellingen van de non-profitsector of gelijkgesteld diploma (boekhouder klasse I op 31 december 2000). Beroepskwalificatie van categorie 1 in een economische of boekhoudkundige richting
Human resources-beheerder	Professionele bachelor in human resources Beroepskwalificatie van categorie 1 in human resources
Juridisch assistent-e	Professionele bachelor in een juridische richting Beroepskwalificatie van categorie 1 in een juridische richting
Boekhoudkundig assistent-e	Getuigschrift van het Hoger Secundair Onderwijs in een economische richting. Beroepskwalificatie van categorie 2 in een economische richting
Administratief Assistent-e	Getuigschrift van het Hoger Secundair Onderwijs of gelijkgesteld diploma (redacteur of econoom op 31 december 2000). Beroepskwalificatie van categorie 2
Administratieve hulpkracht	Getuigschrift van het Lager Secundair Onderwijs of getuigschrift van de tweede graad van het secundair onderwijs
Technicus klasse 1	Professionele bachelor in een elektronica- of informaticarichting. Beroepskwalificatie van categorie 1 in een elektronica- of informaticarichting
Technicus klasse 2	Getuigschrift van het Hoger Secundair Onderwijs in een elektronica- of informaticarichting of gelijkgesteld diploma (opleiding Braille). Beroepskwalificatie van categorie 2 in een elektronica- of informaticarichting
Technicus klasse 3	6 ^e beroepsjaar in een technische richting. Beroepskwalificatie van categorie 2 in een technische richting
Technicus teamleider	Geschoold technicus die de verantwoordelijkheid heeft over een team van technici
Geschoold technicus	Kwalificatiecertificaat Beroepskwalificatie van categorie 2
Technicus	Geen bijzondere vereisten

12. Sector begeleidingsdiensten

Directeur-trice	Master in een pedagogische, psychologische, maatschappelijke, juridische, paramedische, sociologische, ziekenhuisverpleegkundige, criminologische, economische, familiale en seksuologische richting of een richting HR-beheer; Bachelor in een pedagogische, psychologische, maatschappelijke, paramedische, economische of juridische richting, in een richting HR-beheer of artistieke richting en 3 jaar anciënniteit in de sectoren die vallen onder de non-profitsector.
Begeleider-ster (Master)	Master in een pedagogische, psychologische, maatschappelijke, juridische, paramedische, sociologische, ziekenhuisverpleegkundige, criminologische, familiale en seksuologische richting, volksgezondheidswetenschappen, maatschappelijk werk.
Begeleider-ster klasse 1	Professionele bachelor in een pedagogische, psychologische, maatschappelijke, paramedische of artistieke richting. Beroepskwalificatie van categorie 1 in een pedagogische, psychologische, maatschappelijke, paramedische of artistieke richting.
Begeleider-ster klasse 2	Getuigschrift van het Hoger Secundair Onderwijs Beroepskwalificatie van categorie 2
Kinderverzorgster	Getuigschrift van kinderverzorgster of geslaagd voor een 6 ^e beroepsjaar in een maatschappelijke, familiale of gezondheidszorgrichting.
Secretaris-esse/Directieassistent-e	Professionele bachelor die deze titel toekent. Beroepskwalificatie van categorie 1 die deze titel toekent
Boekhouder	Professionele bachelor in een economische of boekhoudkundige richting of diploma van de Belgische Kamer van Boekhouders of gediplomeerd bedrijfsleider-boekhouder of gespecialiseerd diploma in het beheer van diensten en instellingen van de non-profitsector. Beroepskwalificatie van categorie 1 in een economische of boekhoudkundige functie
Administratief Assistent-e	Getuigschrift van het Hoger Secundair Onderwijs. Beroepskwalificatie van categorie 2
Geschoold technicus	Kwalificatiecertificaat Beroepskwalificatie van categorie 2
Technicus	Geen bijzondere vereisten.

Tolk in gebarentaal	Master vertalen-tolk in LSFB ; opgenomen zijn in de lijst van tolken in gebarentaal en/of op de lijst van tolken voor iedere andere vorm van hulp bij communicatie. Deze lijsten worden opgesteld door een erkende ondersteuningsdienst voor communicatie en tolken voor doven
Transliterator	Opgenomen zijn in de lijst van tolken in gebarentaal en/of op de lijst van tolken voor iedere andere vorm van hulp bij communicatie. Deze lijsten worden opgesteld door een erkende ondersteuningsdienst voor communicatie en tolken voor doven

13. Sector van Diensten voor ondersteuning bij communicatie en vertolking voor doven

Directeur-trice	Master of professionele bachelor
Administratief Assistent-e	Getuigschrift van het Hoger Secundair Onderwijs. Beroepskwalificatie van categorie 2
Geschoold technicus	Kwalificatiecertificaat Beroepskwalificatie van categorie 2
Technicus	Geen bijzondere vereisten.
Tolk in gebarentaal	Master vertalen-tolk in LSFB ; opgenomen zijn in de lijst van tolken in gebarentaal en/of op de lijst van tolken voor iedere andere vorm van hulp bij communicatie. Deze lijsten worden opgesteld door een erkende ondersteuningsdienst voor communicatie en tolken voor doven
Transliterator, velotypist	Opgenomen zijn in de lijst van transliterators en velotypisten opgesteld door een erkende ondersteuningsdienst voor communicatie en tolken voor doven

14. Sector van de Schuldbemiddelingsdiensten

Maatschappelijk Assistent-e	Professionele bachelor die deze titel toekent en gespecialiseerde opleiding of beroepservaring in schuldbemiddeling.
Jurist-e	Master in de rechten en gespecialiseerde opleiding of beroepservaring in schuldbemiddeling.

15. Sector van de diensten voor gezinsopvang

Directeur-trice	Master in een pedagogische, psychologische, maatschappelijke, juridische, paramedische, sociologische, ziekenhuisverpleegkundige, criminologische, economische, familiale en seksuologische richting of een richting HR-beheer; Bachelor in een pedagogische, psychologische, maatschappelijke, paramedische, economische of juridische richting, in een richting HR-beheer of artistieke richting en 3 jaar anciënniteit in de sectoren die vallen onder de non-profitsector.
Begeleider-ster (Master)	Master in een pedagogische, psychologische, maatschappelijke, juridische, paramedische, sociologische, ziekenhuisverpleegkundige, criminologische, familiale en seksuologische richting, volksgezondheidswetenschappen, maatschappelijk werk.
Begeleider-ster klasse 1	Professionele bachelor in een pedagogische, psychologische, maatschappelijke, paramedische of artistieke richting. Beroepskwalificatie van categorie 1 in een pedagogische, psychologische, maatschappelijke, paramedische of artistieke richting.
Begeleider-ster klasse 2	Getuigschrift van het Hoger Secundair Onderwijs Beroepskwalificatie van categorie 2
Psycholoog	Master in de psychologische wetenschappen
Pedagoog of Psychopedagoog	Master in de pedagogische wetenschappen
Verpleegkundige in de gezondheidszorg	Professionele bachelor in verpleegkundige verzorging gespecialiseerd in communautaire gezondheidszorg en ex-maatschappelijk graduaat.
Kinderverzorgster	Getuigschrift van kinderverzorgster of geslaagd voor een 6 ^e beroepsjaar in een maatschappelijke, familiale of gezondheidszorgrichting.
Assistent-e in psychologie	Professionele bachelor die deze titel toekent
Maatschappelijk Assistent-e	Professionele bachelor die deze titel toekent.
Geneesheer-specialist	Master in de geneeskunde met specialisatie
Secretaris-esse/Directieassistent-e	Professionele bachelor die deze titel toekent. Beroepskwalificatie van categorie 1 die deze titel toekent
Boekhouder	Professionele bachelor in een economische of boekhoudkundige richting of diploma van de Belgische Kamer van Boekhouders of gediplomeerd bedrijfsleider-boekhouder of gespecialiseerd diploma in het beheer van diensten en instellingen van de non-profitsector. Beroepskwalificatie van categorie 1 in een economische of boekhoudkundige richting
Administratief Assistent-e	Getuigschrift van het Hoger Secundair Onderwijs. Beroepskwalificatie van categorie 2
Geschoold technicus	Kwalificatiecertificaat Beroepskwalificatie van categorie 2
Technicus	Geen bijzondere vereisten.

Tolk in gebarentaal	Master vertalen-tolk in LSFB ; opgenomen zijn in de lijst van tolken in gebarentaal en/of op de lijst van tolken voor iedere andere vorm van hulp bij communicatie. Deze lijsten worden opgesteld door een erkende ondersteuningsdienst voor communicatie en tolken voor doven
Transliterator	Opgenomen zijn in de lijst van tolken in gebarentaal en/of op de lijst van tolken voor iedere andere vorm van hulp bij communicatie, opgesteld door een erkende ondersteuningsdienst voor communicatie en tolken voor doven.

16. Sector van diensten voor inclusieve vrijetijdsbesteding

Begeleider-ster (Master)	Master in een pedagogische, psychologische, maatschappelijke, juridische, paramedische, sociologische, ziekenhuisverpleegkundige, criminologische, familiale en seksuologische richting, volksgezondheidswetenschappen, maatschappelijk werk.
Begeleider-ster klasse 1	Professionele bachelor in een pedagogische, psychologische, maatschappelijke, paramedische of artistieke richting. Beroepskwalificatie van categorie 1 in een pedagogische, psychologische, maatschappelijke, paramedische of artistieke richting.
Begeleider-ster klasse 2	Getuigschrift van het Hoger Secundair Onderwijs Beroepskwalificatie van categorie 2

17. Sector van ondersteuningsdiensten voor activiteiten van maatschappelijk belang

Directeur-trice	Master in een pedagogische, psychologische, maatschappelijke, juridische, paramedische, sociologische, ziekenhuisverpleegkundige, criminologische, economische, familiale en seksuologische richting of een richting HR-beheer; Bachelor in een pedagogische, psychologische, maatschappelijke, paramedische, economische of juridische richting, in een richting HR-beheer of artistieke richting en 3 jaar anciënniteit in de sectoren die vallen onder de non-profitsector.
Begeleider-ster (Master)	Master in een pedagogische, psychologische, maatschappelijke, juridische, paramedische, sociologische, ziekenhuisverpleegkundige, criminologische, familiale en seksuologische richting, volksgezondheidswetenschappen, maatschappelijk werk.
Begeleider-ster klasse 1	Professionele bachelor in een pedagogische, psychologische, maatschappelijke, paramedische of artistieke richting. Beroepskwalificatie van categorie 1 in een pedagogische, psychologische, maatschappelijke, paramedische of artistieke richting.
Begeleider-ster klasse 2	Getuigschrift van het Hoger Secundair Onderwijs Beroepskwalificatie van categorie 2

18. Sector van de « PACT »-diensten

Directeur-trice	Master in een pedagogische, psychologische, maatschappelijke, juridische, paramedische, sociologische, ziekenhuisverpleegkundige, criminologische, economische, familiale en seksuologische richting, richting HR-beheer of gelijkgesteld diploma (universitaire directeurs in functie op 31 december 2000); Bachelor in een pedagogische, psychologische, maatschappelijke, paramedische, economische, juridische richting, in een richting HR-beheer of artistieke richting en 3 jaar anciënniteit in de sectoren die vallen onder de non-profitsector of directeur gesubsidieerd op 31 december 2000.
Paramedische functies	Master (kinesitherapeut of logopedist), of professionele bachelor (ergotherapeut, kinesitherapeut, logopedist, heropvoeder in psychomotriciteit, audioloog, orthopedist).
Opvoeder-ster klasse 1	Professionele bachelor in een pedagogische, psychologische, maatschappelijke, paramedische of artistieke richting (net zoals opvoeders klasse 1 die gelijkgesteld en gesubsidieerd werden op 31 december 2000) Beroepskwalificatie van categorie 1 in een pedagogische, psychologische, maatschappelijke, paramedische of artistieke richting.
Opvoeder-ster klasse 2	Getuigschrift van het Hoger Secundair Onderwijs of gelijkgesteld diploma (opvoeder klasse IIA of IIB op 31 december 2000). Beroepskwalificatie van categorie 2 in een maatschappelijke, familiale of gezondheidsrichting

Opvoeder-ster klasse 3	6° beroepsjaar in een maatschappelijke, familiale of gezondheidszorgrichting of bekwaamheidsattest van gezinshulp of gelijkgesteld diploma voor de afgifte van een inschrijvingsattest dat toegang verleent tot de functie van gezins- of bejaardenhelper Beroepskwalificatie van categorie 2 in een maatschappelijke, familiale of gezondheidsrichting
Secretaris/Directieassistent-e	Professionele bachelor die deze titel toekent Beroepskwalificatie van categorie 1 die deze titel toekent
Boekhouder-ster	Professionele bachelor in een economische of boekhoudkundige richting of diploma van de Belgische Kamer van Boekhouders of gespecialiseerd diploma in het beheer van diensten en instellingen van de non-profitsector of gelijkgesteld diploma (boekhouder 1se klasse op 31 december 2000). Beroepskwalificatie van categorie 1 in een economische of boekhoudkundige richting
Administratief Assistent-e	Getuigschrift van het Hoger Secundair Onderwijs of gelijkgesteld diploma (redacteur of econoom op 31 december 2000). Beroepskwalificatie van categorie 2
Technicus klasse 1	Professionele bachelor in een elektronica- of informaticarichting. Beroepskwalificatie van categorie 1 in een elektronica- of informaticarichting.
Technicus klasse 2	Getuigschrift van het Hoger Secundair Onderwijs in een elektronica- of informaticarichting of gelijkgesteld diploma (opleiding Braille). Beroepskwalificatie van categorie 2 in een elektronica- of informaticarichting
Technicus klasse 3	6° beroepsjaar in een technische richting. Beroepskwalificatie van categorie 2

19. Sector van de ondersteuningsdiensten voor beroepsopleiding

Begeleider-ster (Master)	Master in een pedagogische, psychologische, maatschappelijke, juridische, paramedische, sociologische, ziekenhuisverpleegkundige, criminologische, familiale en seksuologische richting, volksgezondheidswetenschappen, maatschappelijk werk.
Begeleider-ster klasse 1	Professionele bachelor in een pedagogische, psychologische, maatschappelijke, paramedische of artistieke richting. Beroepskwalificatie van categorie 1 in een pedagogische, psychologische, maatschappelijke, paramedische of artistieke richting.
Begeleider-ster klasse 2	Getuigschrift van het Hoger Secundair Onderwijs Beroepskwalificatie van categorie 2
Tolk in gebarentaal	Master vertalen-tolk in LSFB ; opgenomen zijn in de lijst van tolken in gebarentaal en/of op de lijst van tolken voor iedere andere vorm van hulp bij communicatie. Deze lijsten worden opgesteld door een erkende ondersteuningsdienst voor communicatie en tolken voor doven
Transliterator	Opgenomen zijn in de lijst transliterators opgesteld door een erkende ondersteuningsdienst voor communicatie en tolken voor doven

Voor de sector van de **Erkende specifieke projecten**, worden de functies bepaald door het erkenningsbesluit in referentie met de bestaande functies in de sectoren van bijstand aan personen met een handicap, met naleving van de overeenkomstige kwalificatie-eisen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit 2018/2246 van 23 mei 2019 houdende wijziging van het besluit van 18 oktober 2001 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de toepassing van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 6 juli 2001 houdende wijziging van diverse wetten met betrekking tot subsidies toegekend in de gezondheids- en welzijnssector en betreffende de wijziging van diverse toepassingsbesluiten betreffende de welzijns-, de gezondheids- en de gehandicaptensector en de sector van de socio-professionele inschakeling.

Door het College:

Fadila LAANAN

Minister-Presidente van het College, belast met Begroting, Onderwijs, Schoolvervoer, Kinderopvang, Sport en Cultuur

Rudi VERVOORT

Collegelid belast met sociale Cohesie en Toerisme.

Cécile JODOGNE

Collegelid belast met openbaar Ambt en Gezondheidsbeleid.

Didier GOSUIN

Collegelid belast met Beroepsopleiding

Céline FREMAULT

Collegelid belast met het beleid inzake Personen met een Handicap, Sociale Actie, Gezin en Internationale Betrekkingen.

Bijlage 5 bij het besluit 2018/2246 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende wijziging van het besluit 2001/549 van 18 oktober 2001 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de toepassing van het decreet van 6 juli 2001 van de Franse Gemeenschapscommissie houdende wijziging van diverse wetten met betrekking tot subsidies toegekend in de gezondheids- en welzijnssector en betreffende de wijziging van diverse toepassingsbesluiten betreffende de welzijns-, de gezondheids- en de gehandicaptensector en de sector van de socio-professionele inschakeling.

Bijlage V NM van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 oktober 2001 houdende toepassing van het decreet van 6 juli 2001 van de Franse Gemeenschapscommissie houdende wijziging van diverse wetten met betrekking tot subsidies toegekend in de gezondheids- en welzijnssector en betreffende de wijziging van diverse toepassingsbesluiten betreffende de welzijns-, de gezondheids- en de gehandicaptensector en de sector van de socio-professionele inschakeling.

Bijlage V NM – Berekening van de subsidie voor loonkosten, werkgeverslasten en andere voordelen

De individuele subsidie voor loonkosten, werkgeverslasten en andere voordelen is samengesteld uit de volgende elementen:

1. Bruto schaalwedde

Deze bruto schaalwedde wordt bekomen door het bedrag verkregen in de schaal overeenstemmend met de gesubsidieerde functie en de erkende anciënniteit te vermenigvuldigen met een coëfficiënt die gelijk is aan de huidige index en vermenigvuldigd met de arbeidstijd in VTE.

2. Eindejaarspremie

a) Het bedrag van de eindejaarspremie bestaat uit vier forfaitaire delen vermeerderd met een variabel deel:

-1°- Enerzijds wordt een niet-geïndexeerde jaarpremie van 161,40 euro toegekend, behoudens andersluidende sectorale bepaling.

-2°- Anderzijds wordt een niet-geïndexeerd forfaitair bedrag van 49 euro genaamd "uitzonderlijke premie" toegekend. Dit bedrag bedraagt 64 euro voor de gesubsidieerde werknemers in de thuishulpdiensten.

Het globale bedrag van deze twee premies bedraagt dus 210,40 euro en 225,40 euro voor de gesubsidieerde werknemers in de thuishulpdiensten.

-3° Anderzijds wordt er een forfaitair deel, een zogenaamde "premie", toegekend, dat berekend wordt door het forfaitaire deel van het voorgaande jaar te vermeerderen met een percentage dat varieert in functie van de evolutie van de index van de gezondheidsindex. Dit percentage wordt verkregen door de index van de maand oktober van het betreffende jaar te delen door de index van de maand oktober van het voorgaande jaar. Het percentage en het verkregen bedrag worden berekend tot op 4 decimalen. Dit forfaitaire deel bedraagt 340 euro voor het jaar 2019..

-4°- Anderzijds wordt er een forfaitair deel toegekend, dat berekend wordt door het forfaitaire deel van het voorgaande jaar te vermeerderen met een percentage dat varieert in functie van de evolutie van de index van de gezondheidsindex. Dit percentage wordt verkregen door de index van de maand oktober van het betreffende jaar te delen door de index van de maand oktober van het voorgaande jaar. Het percentage en het verkregen bedrag worden berekend tot op 4 decimalen. Dit forfaitaire deel bedraagt 278,73 euro voor het jaar 2000.

-5°- Het variabele deel bedraagt 2,5 % van de geïndexeerde jaarlijkse brutobezoldiging van de werknemer. Onder geïndexeerde jaarlijkse brutobezoldiging moet worden verstaan: het resultaat van de vermenigvuldiging met twaalf van de geïndexeerde brutobezoldiging die aan de werknemer verschuldigd is voor de maand oktober van het betreffende jaar met twaalf, in voorkomend geval met inbegrip van de haard- of standplaatsvergoeding, maar met uitsluiting van alle andere premies, toeslagen of vergoedingen.

b) Het globaal bedrag van de eindejaarspremie wordt toegekend voor de effectieve of gelijkgestelde prestaties.

c) Voor de deeltijdse werknemers of de werknemers die geen volledig kalenderjaar gewerkt hebben, wordt het bedrag van de premies berekend naar verhouding van hun prestaties gedurende een referentieperiode van 1 januari tot en met 30 september van het in aanmerking genomen jaar. Elke volledige maand van feitelijke of daarmee gelijkgestelde arbeidsprestaties tijdens de referentieperiode geeft recht op één negende van het bedrag van de toegekende uitkeringen. Een onvolledige maandelijkse arbeidsprestatie wordt berekend naar rato van het aantal gepresteerde dagen van de maand.

3. Tegemoetkoming in de vervoerskosten verblijfplaats/werk

Behoudens andersluidende sectorale bepalingen, wordt de tegemoetkoming bepaald naar rato van de gesubsidieerde activiteiten op basis van het berekend bedrag overeenkomstig de wetsbepalingen geldend in de privésector, met een maximum bepaald door de grenzen die werden vastgelegd in de CAO 19octies van 20 februari 2009. Vanaf 1 juli 2019 worden deze grenzen vastgelegd door de CAO 19/9 van 23 april 2019 die de CAO 19octies van 20 februari 2009 vervangt.

4. Vakantiegeld

Het vakantiegeld wordt berekend naar rato van de gesubsidieerde activiteiten overeenkomstig de wetsbepalingen geldend in de privésector.

5. Werkgeversbijdrage sociale zekerheid

Deze bijdrage wordt berekend naar rato van de gesubsidieerde activiteiten overeenkomstig de wetsbepalingen geldend in de privésector.

6. Verzekering wet

Behoudens andersluidende sectorale bepalingen, zijn de in aanmerking genomen kosten naar rato van de gesubsidieerde activiteiten het wettelijke deel van het bedrag van de verzekeringsinstelling, naar evenredigheid met de loonmassa van het team dat wordt gesubsidieerd door de Franse Gemeenschapscommissie.

7. Arbeidsgeneesheer

Behoudens andersluidende sectorale bepaling, is het bedrag dat in aanmerking wordt genomen het bedrag berekend op basis van de door de dienst geleverde bewijsstukken, naar evenredigheid van het aantal werknemers dat instaat voor de gesubsidieerde activiteiten.

8. Werkkledij

Deze tegemoetkoming wordt toegekend in de sectoren waar zij door de wetsbepalingen wordt voorgeschreven en in overeenstemming met deze bepalingen.

9. Haard-standplaatsvergoeding

Er wordt een haard-standplaatsvergoeding toegekend aan de werknemers waarvan de jaarlijkse brutobezoldiging niet meer bedraagt dan 15.841,63 euro (basis 100). Het bedrag van de vergoeding wordt bepaald op 719,89 euro (basis 100).

Er wordt een haard- of standplaatsvergoeding toegekend aan de werknemers waarvan de jaarlijkse brutobezoldiging niet meer bedraagt dan 18.060,43 euro (basis 100). Het bedrag van de vergoeding wordt bepaald op 359,94 euro (basis 100).

Deze bedragen worden verminderd naar evenredigheid van de effectief gesubsidieerde arbeidstijd.

De overgang van de ene vergoeding naar de andere en het verdwijnen van de vergoeding mogen geen vermindering van de jaarlijkse brutobezoldiging van de werknemer ten gevolge hebben. In voorkomend geval, wordt het verschil toegekend in de vorm van een gedeeltelijke vergoeding.

10. Vertrekgeld

Dat is het aan de werknemer verschuldigde vakantiegeld (gewoon en dubbel) volgens de geldende wettelijke bepalingen. Dit vertrekgeld bedraagt maximaal 15,34% van de gesubsidieerde bezoldiging van het voorgaande jaar en het lopende jaar. Het vertrekgeld wordt berekend en uitbetaald op basis van de door de werkgever verantwoorde gesubsidieerde prestaties.

De opzeggingsvergoedingen worden alleen in aanmerking genomen voor de berekening van de subsidie in het geval van gepresteerde opzegtermijnen. De verbrekingsvergoedingen worden niet in aanmerking genomen voor de berekening van de subsidie.

11. Toeslagen voor onregelmatige prestaties

a) sector van de opvangtehuizen

- voor het opvoedend of maatschappelijk personeel:

1° een loontoeslag van 26 %, berekend op basis van de uurbezoldiging, wordt toegekend voor de prestaties verricht op zaterdag van 6.00 uur tot 20.00 uur.

2° een loontoeslag van 56 %, berekend op basis van de uurbezoldiging, wordt toegekend voor de prestaties verricht op zondag of op wettelijke feestdagen van 0.00 uur tot 24.00 uur.

3° een loontoeslag van 35 %, berekend op basis van de uurbezoldiging, wordt toegekend voor de prestaties die 's nachts tussen 20.00 uur en 06.00 uur worden verricht.

4° de op te roepen wachtdiensten van de directie of van het begeleidend personeel worden bezoldigd ten belope van 3,72 euro per uur, met een maximum van 40,90 euro per 24 uur. De subsidies voor op te roepen wachtdiensten mogen binnen eenzelfde periode niet gecumuleerd worden met de loontoeslagen voor nacht- en weekendprestaties of prestaties tijdens feestdagen van het in de punten 1 ° tot 3° bedoelde personeel.

Ze worden beperkt tot één persoon per tehuis en per 24 uur.

- voor het personeel dat geen deel uitmaakt van de erkende personeelsformatie:

5° de loontoeslagen van het personeel dat geen deel uitmaakt van de erkende personeelsformatie maar dat noodzakelijk is voor de werking van het tehuis en verantwoord is in het collectieve project worden in aanmerking genomen voor de berekening van de subsidies voor loonkosten, overeenkomstig de in de punten 1 ° en 2° vastgestelde bepalingen.

b) de sectoren dagcentra en verblijfscentra voor personen met een handicap en diensten voor begeleiding

- voor het opvoedend, maatschappelijk en paramedisch personeel en het technisch personeel:

De punten 1°, 2° en 3° van a) zijn van toepassing.

Een verblijfsvergoeding ten belope van 24,79 euro (niet-geïndexeerd) wordt toegekend voor elke periode dat men 24 uur per dag in het vakantiecentrum aanwezig is, met een maximum van 30 dagen per jaar, met uitzondering van de eerste en laatste dag van het verblijf. Deze vergoeding wordt toegekend aan de personeelsleden die de begunstigen tijdens de door het centrum georganiseerde externe verblijven begeleiden.

12. Werkgeverslasten en andere voordelen van de geneesheren, geneesheren-psychiaters en kinderpsychiaters in de sectoren Geestelijke Gezondheidszorg en Druggebruik

De werkgeverslasten en andere voordelen die in aanmerking worden genomen, zijn gekoppeld aan barema 1A voor de geneesheren en aan barema 1 B voor de psychiaters (zie tabel hieronder):

BAREMES DE REFERENCE (base 100) - pour les médecins, médecins psychiatres et pédopsychiatres dans les secteurs de la Santé mentale et la toxicomanie		
	1A	1B
0	27.148,83	35.837,92
1	27.782,39	35.837,92
2	27.782,39	37.195,61
3	28.891,17	37.195,61
4	28.891,17	38.553,29
5	29.999,93	38.553,29
6	29.999,93	39.910,96
7	31.108,68	39.910,96
8	31.108,68	41.268,67
9	32.217,43	41.268,67
10	32.217,43	42.626,33
11	33.326,21	42.626,33
12	33.326,21	43.984,05
13	34.434,94	43.984,05
14	34.434,94	45.341,71
15	35.543,72	45.341,71
16	35.543,72	46.699,42
17	36.652,50	46.699,42
18	36.652,50	48.057,11
19	37.761,22	48.057,11
20	37.761,22	49.414,80
21	38.870,00	49.414,80
22	38.870,00	50.772,49
23	39.978,76	50.772,49
24	39.978,76	50.772,49
25	39.978,76	50.772,49
26	39.978,76	50.772,49
27	39.978,76	50.772,49
28	39.978,76	50.772,49
29	39.978,76	50.772,49
30	39.978,76	50.772,49
31	39.978,76	50.772,49

13. Extra verlofdagen

Er worden elk jaar vier extra verlofdagen toegekend aan de werknemers, bovenop de 20 wettelijke verlofdagen (5-dagenstelsel). Aan de werknemers die in de loop van het jaar werden aangeworven, wordt één verlofdag per volledig gepresteerd trimester of gelijkgestelde periode toegekend. Voor de deeltijdse werknemers wordt de termijn van dit verlof berekend naar rato van de duur van hun arbeidsprestaties.

Voor werknemers die vóór 1 januari 2011 werden aangeworven, worden de verlofdagen die deze maatregel overschrijden en waarin voorzien wordt door een bedrijfscollectieve arbeidsovereenkomst of een arbeidsreglement, zoals deze van kracht waren op 1 januari 2001, in overweging genomen bij de subsidiëring van de bezoldiging.

Indien de instelling niet gesloten is op de dag van het Feest van de Franse Gemeenschap (27 september), dan heeft de werknemer recht op een verlofdag die hij mag opnemen in onderling akkoord met de werkgever, bovenop de vier extra verlofdagen bedoeld in lid 1.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit 2018/2246 van 23 mei 2019 houdende wijziging van het besluit van 18 oktober 2001 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de toepassing van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 6 juli 2001 houdende wijziging van diverse wetten met betrekking tot subsidies toegekend in de gezondheids- en welzijnssector en betreffende de wijziging van diverse toepassingsbesluiten betreffende de welzijns-, de gezondheids- en de gehandicaptensector en de sector van de socio-professionele inschakeling.

Door het College:

Fadila LAANAN

Minister-Presidente van het College, belast met Begroting, Onderwijs, Schoolvervoer, Kinderopvang, Sport en Cultuur

Rudi VERVOORT

Collegelid belast met sociale Cohesie en Toerisme.

Cécile JODOGNE

Collegelid belast met openbaar Ambt en Gezondheidsbeleid.

Didier GOSUIN

Collegelid belast met Beroepsopleiding

Céline FREMAULT

Collegelid belast met het beleid inzake Personen met een Handicap, Sociale Actie, Gezin en Internationale Betrekkingen.